

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)



PROGRAMME D'APPUI A LA GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET A LA
GOUVERNANCE (PAGIPG)



AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES -DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016 & 2017
(Financement PAGIPG)

RAPPORT DE SYNTHESE

Octobre 2020

Marché N°066/MEF/MPD/PRMP/DNCMP/SP du 20/02/2019

	Document de travail	Dates
	Version provisoire	31/08/2020
X	Version définitive	06/10/2020

BENIN : RCCM COTONOU N°RCCM RB/COT/07 D12 - N°CNSS : 06300407 – IFU N° 3200800565618 Siège : Immeuble BEC C/239 Zongo
– 02 BP 1913 Cotonou_Tel/(00229) 21 30 54 22

TOGO : RCCM N° TOGO- LOME 2009 B 1115 COE N° 092468 W - Siège : 136 Rue MAOGA HOUNTIGOME LOME
– 06 BP 60535 Lomé Tel (00228) / 22 61 03 99

FRANCE : 2 Route d'Auxerre, 10120 Saint André les Vergers TROYES (France) Tél : (33)0781018628
Email : ben@becsarl.com / bec_xrp@yahoo.fr

Le SMQ du Cabinet BEC est certifié ISO 9001 : 2015 sous le n° 0074633-00

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
TABLEAUX.....	4
GRAPHIQUES.....	4
I. LETTRE INTRODUCTIVE.....	5
II. RESUME DE LA MISSION	6
III. CONTEXTE, OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE	31
3.1. CONTEXTE	31
3.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	31
3.3. METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE	32
3.4. ETENDUE DE LA MISSION	32
IV. PRESENTATION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	33
4.1. PRESENTATION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT PAR AUTORITE CONTRACTANTE	33
4.2. PRESENTATION SUIVANT LE TYPE DE MARCHES	37
4.3. PRESENTATION SUIVANT LE MODE DE PASSATION DES MARCHES	38
V. CONSTATS SUR LA VERIFICATION DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES....	40
5.1. EXHAUSTIVITE DES PIECES DEMANDEES.....	40
5.2. DIAGNOSTIC SUR LA MISE EN PLACE, L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE PASSATION ET DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS	43
5.3. APPRECIATION DE LA QUALITE DU PPM	50
5.4. APPRECIATION DU RESPECT DES DELAIS DE PASSATION.....	55
5.5. CONSTATS SUR LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES....	59
5.5.1. Procédures de Gré à Gré	59
5.5.2. Procédures d'Appel d'Offres Restreint	61
5.5.3. Procédures d'Appel d'Offres Ouvert (AOO)	62
5.5.4. Procédures de Demande de Cotation (DC).....	65
5.5.5. Avenants	68
5.6. CONSTATS SUR LES PLAINTES ENREGISTREES PAR L'AC	74
VI. CONSTATS SUR L'ETAT D'EXECUTION FINANCIERE	75
VII. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES AC.....	79
7.1. DEFINITION DU BAREME DES CRITERES D'APPRECIATION DE LA PERFORMANCE DES AUTORITES CONTRACTANTES	79
7.2. REGLES DE DECISION ET JUSTIFICATION DE LA CONCLUSION DE L'AUDITEUR	80
7.3. APPRECIATION DE LA PERFORMANCE LIEE A LA MISE EN PLACE DES ORGANES DE.....	83
PASSATION ET DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS	83
7.4. APPRECIATION DE LA PERFORMANCE LIEE A LA CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	87
7.5. APPRECIATION DE LA PERFORMANCE LIEE A LA CONFORMITE DE L'EXECUTION FINANCIERE..	93
VIII. ANNEXES	98

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES ET ABREVIATIONS	DEFINITIONS
AC	Autorité Contractante
AMI	Avis à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BEC	Bureau d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
CCMP	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CPMP	Commission de Passation des Marchés Publics
CRD	Comité de Règlement des Différends
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DC	Demande de Cotation
DNCMP	Direction Nationale des Marchés Publics
DSMP	Direction du Suivi des Marchés Publics
DSP	Délégation de Service Public
ED	Entente Directe
GG	Gré à Gré
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances
ISA	International Standard on Auditing
TDR	Termes de Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

TABLEAUX

Tableau n°1 : Répartition de l'échantillon par AC

Tableau n°2 : Rapprochement entre les marchés audités et l'échantillon retenu

Tableau n°3 : Présentation de l'échantillon par AC

Tableau n°4 : Répartition de l'échantillon par type de marchés

Tableau n°5 : Répartition de l'échantillon par mode de passation de marchés

Tableau n°6 : Taux moyen d'exhaustivité par AC

Tableau n°7 : Diagnostic par AC sur la mise en place, l'organisation et le fonctionnement des organes de passation et de contrôle des marchés publics

Tableau n°8 : Constats sur les PPM par AC

Tableau n°9 : Délai moyen de passation des marchés par AC

Tableau n°10 : Répartition des marchés de Gré à Gré par Autorité Contractante pour 2016

Tableau n°11 : Répartition des marchés de Gré à Gré par Autorité Contractante pour 2017

Tableau n°12 : Opinions sur la régularité des procédures de passation

Tableau n°13 : Tableau synthétique des constats sur l'exécution financière des marchés

Tableau n°14 : Performance liée à la mise en place des organes

Tableau n°15 : Performance liée à la conformité des procédures de passation

Tableau n°16 : Performance liée à l'exécution financière

GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Représentation de l'échantillon par type de marchés

Graphique n°2 : Représentation de l'échantillon par mode de passation des marchés

I. LETTRE INTRODUCTIVE

A

Monsieur le Président de l'Autorité de Régulation des
Marchés Publics (ARMP)

08 BP : 0791 Tri Postal Tél : (229) 21 30 50 76

Cotonou (Rép. du Bénin)

Monsieur le Président,

En exécution de la mission qui nous a été assignée par contrat n°066/MEF/MPD/DNCMP/SP du 20 février 2020, portant sur l'audit des marchés publics et des délégations de service public passés par différentes communes du Bénin au titre des gestions budgétaires 2016-2017 (lot 2), nous avons l'honneur de vous transmettre, conformément aux termes de référence, notre rapport de synthèse sur l'ensemble des autorités contractantes.

Au cours de la mission, nous avons rencontré divers interlocuteurs intervenant dans le processus de passation et de contrôle des marchés publics au sein des autorités contractantes visitées (cf. liste en annexe 1). Nous les remercions pour leur disponibilité et leur franche collaboration tout au long de notre mission.

Notre démarche de vérification de la conformité des procédures de passation des marchés publics a été effectuée en conformité avec les exigences des termes de référence (TDR) ainsi qu'aux normes internationales d'audit (ISA), à la norme internationale ISAE 3000 « *Mission d'assurance autres que les audits ou des examens limités d'informations financières historiques* », à la loi n° 2009-02 du 07 août 2009 portant code des marchés publics et des délégations de service public en république du Bénin, ses décrets d'application et ses arrêtés.

Au terme de notre mission, les résultats de nos travaux sont matérialisés par la présentation du rapport synthèse qui se décline comme suit :

1. Résumé de la mission ;
2. Contexte, objectifs de la mission et méthodologie mise en œuvre ;
3. Présentation de l'échantillon d'audit ;
4. Constats sur la conformité des procédures de passation des marchés
5. Constats sur l'exécution financière des marchés
6. Analyse de la performance des AC ;
7. Annexes.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre parfaite collaboration.

Cotonou, le 06 octobre 2020



Serge MENSAH

Associé-Gérant

Expert en passation des marchés

Expert-comptable diplômé

II. RESUME DE LA MISSION

Par contrat N°066/MEF/MPD/DNCMP/SP du 20 février 2020, le cabinet BEC Sarl a été mandaté pour réaliser la mission d'audit des marchés publics et des délégations de service public passés par différentes communes du Bénin au titre des gestions budgétaires 2016-2017 (lot 2) pour le compte de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) du Bénin.

La mission a pour objectif principal de vérifier au sein de chaque autorité contractante retenue, le processus de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et délégations de service public de différentes communes du Bénin au titre des gestions suscitées afin de mesurer le degré de respect et la conformité des dispositions et procédures édictées par le code des marchés publics en vigueur.

Pour atteindre les objectifs qui nous sont assignés par les termes de référence et le contrat de services, nous avons effectué les diligences ci-après :

- ✚ Phase préliminaire (Séance de négociation, signature de contrat, demande de documents à l'ARMP, la DNCMP, séance de briefing) ;
- ✚ Prise de connaissance approfondie des AC et planification de l'exécution de la mission ;
- ✚ Echantillonnage ;
- ✚ Collecte d'informations financières, organisationnelles et techniques nécessaires à la mission ;
- ✚ Élaboration et adaptation des fiches de contrôles ;
- ✚ Appréciation du dispositif réglementaire et identification des axes d'amélioration ;
- ✚ Revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution financière des marchés, puis identification des cas de non-conformités, d'irrégularité des procédures et de nullité de marchés ;
- ✚ Audit de matérialité ou d'exécution physique des marchés de travaux ;
- ✚ Conclusions et restitutions individuelles par AC ;
- ✚ Elaboration des rapports.

Nos travaux se sont déroulés en Octobre 2019 **au siège du cabinet pour l'échantillonnage des marchés à auditer et leur transmission aussi bien aux AC qu'à l'ARMP, de Décembre 2019 à janvier 2020** au siège des différentes autorités contractantes retenues pour la revue des pièces collectées. Enfin, les travaux se sont poursuivis au siège du cabinet pour l'élaboration des rapports individuels provisoires, définitifs et du présent rapport synthèse.

L'audit a porté sur une population mère des marchés qui nous a été communiquée par les Autorités Contractantes. A l'issue des travaux d'échantillonnage et après suppression des doublons, l'échantillon d'audit constitué est réparti comme suit par Autorité Contractante :

Tableau n°1 : Répartition de l'échantillon par AC

N° d'ordre	Communes	Echantillon			
		2016		2017	
		Valeur FCFA	Volume	Valeur FCFA	Volume
1	IFANGNI	Aucune base de données communiquée par l'AC			
2	COBLY	105 856 133	8	304 312 707	9
3	KEROU	27 495 288	2	317 517 288	18
4	NATITINGOU	96 732 342	7	250 977 532	20
5	PEHUNCO	124 162 706	13	126 370 702	13
6	TOUCOUNTOUNA	121 895 982	10	215 003 693	13
7	BOUKOMBE	368 153 290	24	109 621 222	11
8	KOUANDE	198 525 216	20	447 524 465	40
9	MATERI	506 578 009	9	104 183 412	10
10	TANGUIETA	660 390 807	11	17 089 300	4
11	BASSILA	172 120 444	16	422 390 662	20
12	COPARGO	38 798 400	2	263 436 121	18
13	DJOUGOU	103 051 241	5	382 138 874	13
14	OUAKE	541 804 182	9	124 328 644	6
15	CALAVI	162 246 738	6	850 010 938	18
16	ALLADA	543 876 076	12	403 181 011	18
17	KPOMASSE	186 221 904	23	197 195 159	20
18	OUIDAH	89 695 633	8	441 560 694	32
19	SO-AVA	238 770 244	12	447 932 814	14
20	TOFFO	267 681 637	23	433 918 336	22
21	TORI	39 497 693	7	267 991 695	13
22	ZE	74 209 037	10	242 187 683	20
23	COTONOU	2 788 117 955	47	Aucun marché communiqué par l'AC en 2017	
24	BANIKOARA	815 131 761	30	1 787 851 197	44
25	KANDI	73 730 795	4	385 741 482	15
26	KARIMAMA	211 136 494	21	180 568 907	13
27	SEGBANA	202 845 464	10	259 556 171	13

N° d'ordre	Communes	Echantillon			
		2016		2017	
		Valeur FCFA	Volume	Valeur FCFA	Volume
28	GOGOUNOU	246 612 069	15	452 432 942	21
29	MALANVILLE	1 048 980 331	20	340 106 022	16
30	N'DALI	106 703 500	6	241 412 608	12
31	BEMBEREKE	283 599 352	11	353 442 153	16
32	KALALE	443 618 780	19	844 375 015	22
33	NIKKI	169 882 937	12	428 279 330	15
34	PARAKOU	342 570 183	11	969 607 548	28
35	PERERE	72 120 258	6	368 984 394	12
36	SINENDE	115 078 405	5	731 319 146	15
37	TCHAOUROU	406 910 947	16	387 342 309	19
38	ATHIEME	271 194 324	14	174 248 944	14
39	COME	209 959 885	25	194 603 203	26
40	GRAND POPO	597 614 131	23	151 908 652	5
41	BOPA	152 284 846	6	320 044 989	12
42	HOUYOGBE	280 461 955	15	115 981 441	6
43	LOKOSSA	167 230 290	17	281 600 075	14
44	DJAKOTOMEY	480 670 561	23	409 798 771	18
45	DOGBO	183 674 623	11	354 416 429	14
46	LALO	202 373 834	17	202 003 969	10
47	APLAHOUE	963 110 421	33	203 132 328	8
48	TOVIKLIN	397 397 285	22	236 262 897	19
49	KLOUEKANME	381 863 723	21	389 821 092	17
50	ADJARRA	150 272 562	8	234 948 552	8
51	ADJOHOUN	159 192 539	7	193 456 179	7
52	AGUEGUES	134 660 052	12	154 430 160	11
53	AKPRO MISSRETE	116 022 712	9	202 490 075	15
54	AVRANKOU	60 505 002	3	406 691 138	10
55	BONOU	226 522 995	14	112 112 002	5
56	DANGBO	317 265 056	16	234 258 844	9
57	PORTO NOVO	121 306 935	7	1 594 732 891	11

N° d'ordre	Communes	Echantillon			
		2016		2017	
		Valeur FCFA	Volume	Valeur FCFA	Volume
58	SEME PODJI	147 773 211	8	306 968 130	17
59	KETOU	125 314 121	6	162 962 326	9
60	SAKETE	110 983 838	7	380 107 908	16
61	ADJA-OUERE	131 685 317	9	605 420 868	29
62	POBE	281 537 501	11	386 638 067	16
63	ABOMEY	169 510 996	5	761 247 795	10
64	COVE	122 450 712	6	94 629 965	4
65	OUIHI	73 203 062	7	226 851 170	12
66	ZAGNANADO	43 719 785	2	81 762 325	5
67	AGBANGNIZOUN	110 608 134	8	145 820 826	9
68	BOHICON	190 902 873	9	580 637 381	20
69	DJIDJA	59 659 035	6	282 508 170	17
70	ZA-KPOTA	89 687 979	9	258 298 551	15
71	ZOGBODOMEY	529 724 886	14	153 050 574	12
72	BANTE	108 858 788	4	60 028 851	4
73	DASSA	61 350 094	11	357 704 762	13
74	GLAZOUE	248 241 596	8	253 134 617	10
75	SAVE	280 480 918	12	252 481 938	17
76	OUESSE	155 962 885	7	86 458 030	10
77	SAVALOU	173 656 617	10	238 644 236	11

NB :

Au titre de l'exercice 2016 sur un échantillon de 932 marchés, 888 ont pu être audités, soit un taux de 95% alors qu'en 2017, 1071 marchés sont communiqués sur 1108 échantillonnés, soit un taux de 97%.

L'écart issu du rapprochement entre les marchés audités et l'échantillon retenu au niveau des AC concernées se présente suit :

Tableau n°2 : Rapprochement entre les marchés audités et l'échantillon retenu

N° d'ordre	Communes	2016			2017			EXPLICATIONS
		Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	
1	IFANGNI	Un rapport de carence a été émis pour ces communes pour défaut de communication de pièces						
2	KETOU							
1	MATERI	9	9	0	10	8	2	Problème d'archivage
2	BASSILA	16	16	0	20	19	1	
3	COPARGO	2	2	0	18	15	3	
4	ALLADA	12	10	2	18	17	1	
5	KPOMASSE	23	20	3	20	17	3	
6	OUIDAH	8	8	0	32	29	3	
7	ZE	23	8	15	20	9	11	
8	COTONOU	47	32	15	0	0	0	
9	KARIMAMA	21	13	8	13	13	0	
12	COBLY	8	8	0	9	9	0	RAS
13	KEROU	2	2	0	18	18	0	
14	NATITINGOU	7	7	0	20	20	0	
15	PEHUNCO	13	13	0	13	13	0	
16	TOUCOUNTOUNA	10	10	0	13	13	0	
17	BOUKOMBE	24	24	0	11	11	0	
18	KOUANDE	20	20	0	40	40	0	
19	TANGUIETA	11	11	0	4	4	0	

N° d'ordre	Communes	2016			2017			EXPLICATIONS
		Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	
21	OUAKE	9	9	0	6	6	0	RAS
22	CALAVI	6	6	0	18	18	0	
23	SO-AVA	12	12	0	14	14	0	
24	TOFFO	23	23	0	22	22	0	
25	TORI	7	7	0	13	9	4	
26	BANIKOARA	30	30	0	44	44	0	
27	KANDI	4	4	0	15	15	0	
28	SEGBANA	10	10	0	13	13	0	
29	GOGOUNOU	15	15	0	21	21	0	
30	MALANVILLE	20	20	0	16	16	0	
31	N'DALI	6	6	0	12	12	0	
32	BEMBEREKE	11	11	0	16	16	0	
33	KALALE	19	19	0	22	22	0	
34	NIKKI	12	12	0	15	15	0	
35	PARAKOU	11	11	0	28	28	0	
36	PERERE	6	6	0	12	12	0	
37	SINENDE	5	5	0	15	15	0	
38	TCHAUROU	16	16	0	19	19	0	
39	ATHIEME	14	14	0	14	14	0	
40	COME	25	25	0	26	26	0	

N° d'ordre	Communes	2016			2017			EXPLICATIONS
		Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	
41	GRAND POPO	23	23	0	5	5	0	RAS
42	BOPA	6	6	0	12	12	0	
43	HOUYOGBE	15	15	0	6	6	0	
44	LOKOSSA	17	17	0	14	14	0	
45	DJAKOTOMEY	23	23	0	18	18	0	
46	DOGBO	11	11	0	14	14	0	
47	LALO	17	17	0	10	10	0	
48	APLAHOUÉ	33	33	0	8	8	0	
49	TOVIKLIN	22	22	0	19	19	0	
50	KLOUEKANME	21	21	0	17	17	0	
51	ADJARRA	8	8	0	8	8	0	
52	ADJOHOUN	7	7	0	7	7	0	
53	AGUEGUES	12	12	0	11	11	0	
54	AKPRO MISSRETE	9	9	0	15	15	0	
55	AVRANKOU	3	3	0	10	10	0	
56	BONOU	14	14	0	5	5	0	
57	DANGBO	16	16	0	9	9	0	
58	PORTO NOVO	7	7	0	11	11	0	
59	SEME PODJI	8	0	8	17	17	0	
60	SAKETE	7	7	0	16	16	0	
61	ADJA-OUERE	9	9	0	29	29	0	
62	POBE	11	11	0	16	16	0	
63	ABOMEY	5	5	0	10	10	0	

N° d'ordre	Communes	2016			2017			EXPLICATIONS
		Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	Echantillon	Volume de marchés audités	ECART	
64	COVE	6	6	0	4	4	0	RAS
65	OUIHNI	7	7	0	12	12	0	
66	ZAGNANADO	2	2	0	5	5	0	
67	AGBANGNIZOUN	8	8	0	9	9	0	
68	BOHICON	9	9	0	20	20	0	
69	DJIDJA	6	6	0	17	17	0	
70	ZA-KPOTA	9	9	0	15	15	0	
71	ZOGBODOMEY	14	14	0	12	12	0	
72	BANTE	4	4	0	4	4	0	
73	DASSA	11	11	0	13	13	0	
74	GLAZOUE	8	8	0	10	10	0	
75	SAVE	12	12	0	17	17	0	
76	OUESSE	7	7	0	10	10	0	
77	SAVALOU	10	10	0	11	11	0	

La méthodologie utilisée pour l'audit de conformité des procédures a consisté à examiner l'ensemble de la documentation demandée et mise à notre disposition par les autorités contractantes et relative aux différentes étapes de passation des marchés retenus.

Ces examens consistent à vérifier principalement l'exhaustivité des pièces justificatives, la qualité et la valeur probante de la documentation, la conformité aux règles de passation édictées dans les différents textes en vigueur, le respect des délais de passation, le degré de transparence des procédures, l'exercice du contrôle dans les marchés publics, et le traitement diligent des recours formulés par les soumissionnaires, le cas échéant.

A l'issue de la revue de conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés nous vous présentons les conclusions de notre mission :

a) Exhaustivité des pièces

L'examen de l'exhaustivité des pièces auditable collectées révèle des taux d'exhaustivité par autorité contractante. Ces taux, pour chaque gestion budgétaire, représentent la moyenne des taux d'exhaustivité des pièces collectées sur l'ensemble des procédures.

De façon globale, il a été observé ce qui suit :

- En 2016, le taux d'exhaustivité moyen le plus élevé est de 95% (Commune de BOHICON) et le taux d'exhaustivité moyen le plus faible est de 40% (Commune d'ADJARRA) ;
- En 2017, le taux d'exhaustivité moyen le plus élevé est de 97% (Communes de BEMBEREKE, GRANP POPO, BOPA) et le taux d'exhaustivité moyen le plus faible est de 39% (Communes de SAKETE, d'APLAHOUÉ).

NB : l'examen détaillé du consultant sur l'exhaustivité des pièces demandées par AC est présenté dans le tableau 6 du présent rapport.

b) Constats sur la mise en place, l'organisation et le fonctionnement des organes de passation et de contrôle des marchés publics

Le consultant a observé à ce niveau ce qui suit :

- 78% (60/77) des AC ont mis en place les organes de passation et de contrôle conformément aux dispositions du CMP ;
- 22% (17/77) des AC n'ont pas communiqué de documentation sur la mise en place ou non des organes.

Par ailleurs, il a été observé que 58 sur les 77 Communes ont pu élaborer et communiquer aux auditeurs leurs rapports annuels de passation conformément au CMP.

NB : l'examen du consultant sur la mise en place des organes de passation et de contrôle des marchés par AC est mentionné dans le tableau 07 du présent rapport.

c) Constats sur la qualité des Plans de Passation des Marchés (PPM) des Autorités Contractantes auditées

Le consultant a constaté que presque toutes les autorités contractantes (75/77) ont élaboré au titre des périodes auditées leur Plan de Passation des Marchés (PPM) conformément à l'article 20 du code des marchés publics et des délégations de service public.

Par ailleurs, tous les marchés audités n'ont pas été inscrits dans les PPM des AC auditées :

- en 2016, 15,31% (136/888) de l'échantillon des marchés passés par 30 AC ne sont pas inscrits aux PPM ;

- en 2017, 8,30% (89/1071) de l'échantillon des marchés passés par 27 AC ne sont pas inscrits dans les PPM.

NB : l'appréciation détaillée du consultant sur la qualité du PPM de chacune des AC auditée est mentionnée dans le tableau o8 du présent rapport.

d) Procédures de gré à gré

Constat 1

Il est remarqué que très peu de marchés ont été passés par la procédure d'entente directe par les communes. En effet, au titre de l'exercice 2016, seuls deux communes (DASSA ET GRAND POPO) sur les 77 auditées ont eu recours à ladite procédure et sont restées dans la limite des 10%.

En revanche, pour 2017, sur les quatre communes qui ont usité le gré à gré, deux communes (BANIKOARA ET KALALE) ont violé l'article 51 du CMP qui dispose que : «la DNCMP veille à ce que, sur chaque année budgétaire et pour chaque AC, le montant additionné des marchés de gré à gré ne dépasse pas 10% du montant total des marchés publics passés République du Bénin.....Tout marché conclu selon cette procédure de gré à gré est communiqué à l'ARMP.....Dans l'hypothèse où une AC solliciterait auprès de la DNCMP une autorisation de passer un marché de gré à gré, alors que le seuil des 10% ci-dessus visé serait franchi, la DNCMP, sauf dans l'hypothèse où l'autorisation est refusée, a l'obligation de saisir l'ARMP qui doit probablement valider la procédure»

Recommandation 1

Comme l'exigent les dispositions de l'article 55 de la Loi n°2017 -04 du 19/10/2017 portant CMP en République du Bénin, la DNCMP doit veiller à ce que sur chaque année budgétaire et pour chaque AC, le montant cumulé des marchés de gré à gré soumis à son autorisation préalable ne dépasse pas 10% du montant total des marchés publics passés par ladite AC.

Il est nécessaire, que l'ARMP à travers ses diverses communications, attire l'attention des AC (et aussi de la DNCMP) sur le respect scrupuleux du seuil des 10% pour les marchés de gré à gré. En effet, contrairement au code 2009 qui entrevoit la possibilité d'un dépassement du seuil des 10%, la nouvelle loi a écarté cette faculté. Il devient donc impérieux pour la DNCMP d'appeler l'attention des AC tout en leur communiquant au besoin à chaque demande d'autorisation, la marge qui leur reste pour atteindre le plafond légal.

Un paramétrage adéquat du Système Intégré de Gestion des Marchés Publics pourra permettre de générer automatiquement les signaux d'alerte aux AC afin de maîtriser efficacement les marchés de gré à gré.

e) Procédures d'appel d'offres restreint

Au titre de l'exercice 2016, quinze (15) marchés ont été passés par appel d'offres restreint pour un montant de deux cent vingt-quatre millions six cents six mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (224.606.594) F CFA. Ces procédures ont été initiées par les 9 communes ci-après :

N° d'ordre	Communes	Appel d'Offres Restreint (AOR)	
		Valeur	Volume
1	ADJA OUERE	17 850 155	2
2	ATHIEME	15 916 324	1
3	GRAND POPO	17 876 484	1
4	ADJARRA	25 216 475	2
5	AKPRO-MISSERETE	12 097 478	1
6	DOGBO	17 555 698	2
7	LALO	49 341 713	1
8	TOVIKLIN	45 022 611	3
9	TOFFO	23 729 656	2
Total		224 606 594	15

Pour 2017, dix-sept (17) marchés ont été passés par appel d'offres restreint pour un montant de quatre cent cinquante-neuf millions cinq cent vingt-deux mille deux cent six (459.522.206) F CFA par les communes suivantes :

Constat 2

La revue des marchés passés par AOR a révélé comme insuffisance récurrente, aussi bien pour l'exercice 2016 que pour 2017, le défaut d'autorisation préalable de la DNCMP sur le recours à la procédure d'Appel d'Offres Restreint comme le recommande l'article 35 du CMP.

Recommandation 2:

Tout comme l'ancien CMP, la nouvelle Loi (Loi n°2017 -04 du 19/10/2017 portant CMP en République du Bénin) en son article 38 dernier al 5, fait obligation à l'AC d'obtenir une autorisation préalable de la DNCMP avant tout recours à l'appel d'offres restreint. Il est recommandé aux autorités contractantes de se conformer rigoureusement à cette exigence légale.

f) Les Avenants

Au titre de la gestion 2016, l'audit a dénombré un seul avenant signé par la commune de Pobè pour une valeur de trente un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille trois cent vingt-six (31.996.326) F CFA.

En 2017, deux (02) avenants ont été signés pour une valeur de vingt un millions trois cent cinquante-trois mille cinq cent trente-sept (21.353.537) F CFA. Ils sont initiés par les communes de Bohicon et Toucountouna.

La revue de conformité des avenants n'appelle de notre part aucune observation au regard des dispositions du CMP en son article 124.

g) Procédures d'Appel d'Offres ouvert

Il convient de rappeler que tous les contrats qui ont été communiqués au consultant par les AC sont régulièrement signés et approuvés. Par ailleurs, ils ont tous été enregistrés conformément à la réglementation en vigueur avant tout commencement d'exécution

Au titre de la gestion 2016, le consultant a retenu un échantillon 620 marchés passés par la procédure d'appel d'offres ouvert (pour un montant total TTC 18.709.155.698). L'ensemble a été initié par 74 AC.

En 2017, l'échantillon est composé de 696 marchés passés par Appel d'Offres Ouvert pour une valeur de 20 850 690 699 FCFA. Ils sont conclus par 73 AC.

Lesdits échantillons se présentent par gestion budgétaire comme suit :

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Valeur	Volume	Valeur	Volume
1	COBLY	87 784 769	4	293 040 642	8
2	KEROU	27 495 288	2	292 533 238	14
3	NATITINGOU	96 732 342	7	232 435 337	15
4	PEHOUNCO	113 300 643	8	126 370 702	13
5	TOUCOUNTOUNA	109 381 982	7	205 597 313	10
6	BOUKOUMBE	365 103 290	19	105 021 222	5
7	KOUANDE	178 792 764	10	379 584 515	18
8	MATERI	499 397 284	7	81 914 400	4
9	TANGUIETA	649 790 970	9	17 089 300	4
10	BASSILA	172 120 444	16	376 298 201	15
11	COPARGO	32 756 800	1	197 195 715	6
12	DJOUGOU	103 051 241	5	381 253 874	12
13	OUAKE	534 071 663	8	110 740 963	5
14	ABOMEY CALAVI	1 012 257 676	24	Pas de marchés passés par AOO en 2017	
15	ALLADA	517 185 211	9	354 797 444	11
16	KPOMASSE	97 209 929	9	89 642 036	7
17	OUIDAH	54 506 137	3	399 002 726	16
18	SO AVA	228 382 367	9	366 522 731	7
19	TOFFO	169 312 046	9	295 407 348	15
20	TORI BOSSITO	Pas de marchés passés par AOO en 2016		231 272 184	7
21	ZE	36 169 187	5	192 310 848	11
22	COTONOU	2 225 883 575	15	Pas de marchés passés par AOO en 2017	
23	BANIKOARA	750 812 800	20	1 406 877 920	28
24	KANDI	58 969 437	3	370 092 298	13

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
25	KARIMAMA	111 525 654	13	151 834 473	7
26	SEGBANA	151 965 946	7	259 556 171	13
27	GOGOUNOU	225 584 097	11	382 220 308	8
28	MALANVILLE	1 007 561 472	12	306 670 460	10
29	NDALI	103 728 425	5	241 412 608	12
30	BEMBEREKE	281 239 352	9	315 434 892	12
31	KALALE	383 846 560	14	386 964 238	11
32	NIKKI	156 601 657	8	402 208 514	11
33	PARAKOU	168 521 277	4	294 294 548	4
34	PERERE	57 082 581	4	317 453 152	8
35	SINENDE	86 598 107	3	719 349 898	11
36	TCHAOUROU	406 910 947	16	377 071 589	17
37	DJAKOTOMEY	467 562 686	19	341 468 098	10
38	DOGBO	123 408 567	6	234 992 914	5
39	LALO	123 541 150	5	117 753 813	5
40	APLAHOUE	963 110 421	33	203 132 328	8
41	TOVIKLIN	294 218 964	15	171 851 385	13
42	KLOUEKANME	296 129 530	13	358 285 481	15
43	ATHIEME	248 779 229	12	171 540 895	13
44	COME	167 876 013	9	134 248 593	10
45	GRAND POPO	546 144 156	13	128 895 324	2
46	BOPA	152 284 846	6	320 044 989	12
47	HOUYOGBE	196 699 747	8	84 898 028	2
48	LOKOSSA	139 663 588	11	252 610 073	8
49	ADJARRA	115 056 094	5	234 948 552	8
50	ADJOHOUN	148 862 539	5	186 717 556	6
51	AGUEGUES	85 784 881	4	75 903 736	2

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
52	AKPRO MISSETERE	86 925 918	6	78 386 561	10
53	AVRANKOU	46 013 540	2	406 691 138	10
54	BONOU	197 121 378	11	60 977 647	2
55	DANGBO	268 725 785	12	167 751 410	6
56	PORTO NOVO	Pas de marchés passés par AOO en 2016		1 594 732 891	11
57	SEME PODJI	147 773 211	5	280 747 865	15
58	SAKETE	63 252 368	4	245 867 967	8
59	ADJA OUERE	99 969 572	5	475 768 384	17
60	POBE	218 814 149	6	385 585 338	14
61	BANTE	108 858 788	4	60 028 851	3
62	DASSA	17 685 573	1	280 694 124	5
63	GLAZOUE	237 241 596	6	253 134 617	10
64	SAVE	241 117 110	7	191 902 652	7
65	OUESSE	153 963 085	6	70 074 740	5
66	SAVALOU	173 656 617	10	231 733 146	10
67	ABOMEY	163 610 996	4	761 247 795	10
68	COVE	11 821 254	2	74 918 432	2
69	OUIHI	73 203 062	7	207 972 080	7
70	ZAGNANADO	43 719 785	2	62 549 779	2
71	AGBANGNIZOUN	66 356 396	3	74 172 150	3
72	BOHICON	157 410 873	6	541 249 312	11
73	DJIDJA	47 922 892	3	267 027 826	12
74	ZA KPOTA	87 267 722	8	244 445 487	11
75	ZOGBODOMEY	480 624 726	7	124 520 776	7
TOTAL		18 709 155 698	620	20 850 690 699	696

La revue des procédures d'appel d'offres ouvert permet de relever les forces suivantes :

- les DAO utilisés sont pour la plupart conformes au modèle type de l'ARMP. Ils sont revêtus du Bon à lancer des organes compétents (DNCMP, CCMP) ;
- en ce qui concerne la réception des offres, les plis ont été reçus dans le délai mentionné dans les dossiers d'appel d'offres ;
- le consultant a observé au niveau de toutes les AC une séparation entre l'autorité signataire et l'autorité approbatrice des marchés.

Cependant malgré ces forces relevées ci-dessus, le consultant a identifié des non-conformités ci-après :

Constat 3 :

- Le Non-respect du délai minimum de publicité (conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi 2009) ;
- Plusieurs communes ne disposent pas des registres de l'ARMP pour la réception des offres. Cette situation ne permet pas au consultant de s'assurer de l'exactitude des dates et heures de dépôt des plis mentionnées dans les PV d'ouverture ;
- Non-conformité des dates d'ouverture prévues dans les DAO et celles précisées dans les PV d'ouverture sans preuve de report des dates d'ouverture (ce constat concerne la commune de Djakotomey);
- Les soumissionnaires non retenus ne sont pas systématiquement informés du rejet de leurs offres par la plupart des AC auditées. Pour celles qui le font, aucune preuve matérielle n'est communiquée au consultant ;
- Signature des marchés pendant le délai légal d'attente (ce constat concerne 15 communes) ;
- Le défaut de publication du PV d'attribution provisoire (article 84 du CMP) ;
- La signature et l'approbation de marchés après l'expiration du délai de validité des offre (ce constat est relatif à 20 communes) ;
- Le défaut de publication de l'avis d'attribution définitive (article 93 du CMP).

Recommandation 3 :

Plusieurs non-conformités ont été relevées à ce niveau. A ce titre, le consultant recommande à l'ARMP d'organiser des séances d'information et des sessions formation spécifiques et adaptées à chaque commune afin de renforcer les capacités des membres des organes de passation et de contrôle des marchés publics.

h) Procédures de demande de cotation

Au titre de la gestion 2016, le consultant a identifié 294 marchés passés par la procédure simplifiée de demande de cotation (pour un montant total TTC 1.799.088.365) et initiés par 63 AC.

Par contre en 2017, 388 marchés attribués par la procédure de demande de cotation ont été choisis par le consultant (pour un montant de 3.942.985.166 et initiés par 62 AC).

Lesdits échantillons se présentent par gestion budgétaire comme suit :

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
1	COBLY	18 071 364	4	11 272 065	1
2	KEROU	Pas de marchés passés par DC en 2016		24 984 050	4
3	NATITINGOU			18 542 195	5
4	PEHOUNCO	10 862 063	5	Pas de marchés passés par DC en 2016	
5	TOUCOUNTOUNA	12 514 000	3	2 727 580	1
6	BOUKOUMBE	3 050 000	5	4 600 000	6
7	KOUANDE	19 732 452	10	67 939 950	22
8	MATERI	6 156 780	1	22 269 012	6
9	TANGUIETA	10 599 837	2	Pas de marchés passés par DC en 2017	
10	BASSILA	Pas de marchés passés par DC en 2016		46 092 461	5
11	COPARGO	6 041 600	1	36 977 287	8
12	DJOUGOU	Pas de marchés passés par DC en 2016		885 000	1
13	OUAKE	7 732 519	1	13 587 681	1
14	ABOMEY CALAVI	Pas de marchés passés par DC au cours des deux exercices			
15	ALLADA	26 690 865	3	48 383 567	7
16	KPOMASSE	89 011 976	14	107 553 123	13
17	OUIDAH	35 189 496	5	42 557 968	16
18	SO AVA	10 387 877	3	81 410 083	7
19	TOFFO	74 639 935	12	3 469 200	3
20	TORI BOSSITO	39 497 693	7	36 719 511	6

**RAPPORT SYNTHESE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	DC 2016		DC 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
21	ZE	38 039 850	5	49 876 835	9
22	COTONOU	562 234 380	32	Pas de marchés passés par DC en 2017	
23	BANIKOARA	64 318 961	10	85 694 061	15
24	KANDI	14 761 358	1	15 649 184	2
25	KARIMAMA	99 610 840	8	28 734 434	6
26	SEGBANA	50 879 518	3	Pas de marchés passés par DC en 2017	
27	GOGOUNOU	21 027 973	4	70 212 634	13
28	MALANVILLE	41 418 859	8	33 435 562	6
29	NDALI	2 975 075	1	Pas de marchés passés par DC en 2017	
30	BEMBEREKE	2 360 000	2	38 007 261	4
31	KALALE	59 772 220	5	90 101 304	9
32	NIKKI	13 281 280	4	26 070 816	4
33	PARAKOU	174 048 906	7	675 313 000	24
34	PERERE	34	2	51 531 242	4
35	SINENDE	28 480 298	2	11 969 250	4
36	TCHAUROU	0	0	10 270 720	2
37	DJAKOTOMEY	13 107 875	4	68 330 673	8
38	DOGBO	42 710 358	3	119 423 515	9
39	LALO	29 490 971	11	8 177 600	2
40	APLAHOUE	Pas de marchés passés par DC au cours des deux exercices			
41	TOVIKLIN	58 155 710	4	47 855 383	4
42	KLOUEKANME	85 734 193	8	31 535 611	2
43	ATHIEME	6 498 771	1	2 708 049	1
44	COME	42 083 872	16	60 354 610	16
45	GRAND POPO	32 742 491	8	6 591 000	1
46	BOPA	Pas de marchés passés par DC au cours des deux exercices			
47	HOUEYOGBE	83 762 208	7	31 083 413	4
48	LOKOSSA	27 566 702	6	28 990 002	6
49	ADJARRA	9 999 993	1		
50	ADJOHOUN	10 330 000	2	6 738 623	1

N° d'ordre	Communes	Demande de Cotation 2016		Demande de Cotation 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
51	AGUEGUES	48 875 171	4	78 526 424	9
52	AKPRO MISSERETE	16 999 316	2	124 103 514	5
53	AVRANKOU	14 491 462	1	Pas de marchés passés par DC en 2017	
54	BONOU	29 401 617	3	18 115 263	6
55	DANGBO	48 539 271	4	10 077 984	4
56	PORTO NOVO	121 306 935	7	Pas de marchés passés par DC en 2017	
57	SEME PODJI	Pas de marchés passés par DC au cours des deux exercices		22 559 290	5
58	KETOU			20 015 504	2
59	SAKETE	47 731 470	3	60 750 521	10
60	ADJA OUERE	13 865 590	2	129 292 484	12
61	POBE	30 727 026	4	7 351 034	7
62	BANTE	1 990 498	1	Pas de marchés passés par DC en 2017	
63	DASSA	25 664 191	3	65 432 442	7
64	GLAZOUE	11 000 000	2	Pas de marchés passés par DC en 2017	
65	SAVE	39 363 808	5	60 579 286	10
66	QUESSE	1 999 800	1	16 383 290	5
67	SAVALOU	Pas de marchés passés par DC en 2016		6 911 090	1
68	ABOMEY	5 900 000	1	19 711 533	2
69	COVE	110 629 458	4	18 879 090	5
70	OUINHI	Pas de marchés passés par DC en 2016		19 212 546	3
71	ZAGNANADO			71 648 676	6
72	AGBANGNIZOUN	44 251 738	5	24 713 332	7
73	BOHICON	33 492 000	3	15 480 345	5
74	DJIDJA	11 736 143	3	13 853 064	4
75	ZA KPOTA	2 420 257	1	28 529 797	5
76	ZOGBODOMEY	49 100 160	7	Pas de marchés passés par DC en 2017	
TOTAL		1 799 088 365	294	3 942 985 166	388

Constat 4

A l'issue de nos contrôles, le consultant a fait les constats suivants :

- la majorité des demandes de cotation ont fait l'objet de comparaison de trois dossiers de soumission au moins (conformément à l'article 8 du décret n°2011-479 du 08 juillet 2011);
- le défaut de mention de la durée de validité des offres dans la demande de cotation (ce constat est relatif à la commune de Bassila).
- La date d'ouverture des plis est non conforme à celle prévue dans le dossier de demande de cotation ;
- Signature des marchés après l'expiration du délai de validité des offres (ce constat concerne près de la moitié des AC auditées) ;
- La notification de l'attribution provisoire est antérieure à l'ANO de l'organe de contrôle sur l'attribution provisoire (commune de Grand POPO)

Toutefois, nous n'avons pas détecté des cas de fractionnement au niveau de ces AC.

Recommandation 4

Le silence de CMP de 2009 et l'imprécision du décret n°2011-479 du 08 juillet 2011 sur plusieurs aspects des DC a contribué à éluder les contours des DC. Depuis la prise et l'application de la loi 2017-04 du 19 octobre 2017 et ses décrets d'application en l'occurrence le décret N° 2018-227 du 13 juin 2018 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation des prix, plusieurs avancées sont notées et les précisions sont apportées sur la passation des DC. Tout ceci permettra de réduire les violations et d'accroître l'efficacité de la mise en œuvre desdites procédures.

i) Opinions du consultant sur la régularité ou non des procédures de passation des marchés

A l'issue de la revue sur les procédures de passation des marchés, les opinions émises sur la régularité ou non des procédures de passation des marchés, par le consultant se présentent comme suit :

➤ Exercice 2016

Opinion	Pourcentage
Procédures régulières / Procédures régulières sous réserve de non-conformités (436/894)	49%
Procédures irrégulières (224/894)	25%
Nullité du marché (136/894)	15%
Impossibilité d'exprimer une opinion (98/894)	11%
TOTAL	100%

➤ **Exercice 2017**

Opinion	Pourcentage
Procédures régulières / Procédures régulières sous réserve de non-conformités (636/1071)	59%
Procédures irrégulières (244/1071)	23%
Nullité du marché (89/1071)	8%
Impossibilité d'exprimer une opinion (102/1071)	10%
TOTAL	100%

j) Constats sur les plaintes

Les constats issus de l'examen des décisions du Comité de Règlement des Différends sur les recours des soumissionnaires se présentent comme ci-après :

✓ **Gestion budgétaire 2016**

N° d'ordre	Communes	Nombre de plaintes (Existence)	Traitement par l'AC	Traitement par l'ARMP	Degré de mise en application (efficacité)	Observation
1	Malanville	2	OK	OK	Le consultant ne dispose d'aucun document ou d'aucune prise pour apprécier le degré de mise en application des décisions de l'ARMP. A moins de considérer que toutes décisions de l'ARMP serait systématique exécutoire sous peine de sanction	Irrecevabilité des recours pour vice de forme
2	Bonou	3	OK	OK		Annulation et reprise des procédures querelées
3	Adjara	2	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du contentieux de l'exécution
4	Grand Popo	1	OK	OK		Levée de la suspension et poursuite de la procédure
5	Tori	1	OK	OK		Arrêt et reprise de la procédure querelée
OK = Test satisfaisant						
KO = Test non satisfaisant						

✓ **Gestion budgétaire 2017**

N° d'ordre	Autorité Contractantes	Nombre de plaintes (existence)	Traitement par l'AC	Traitement par l'ARMP	Dégré de mise en application (efficacité)	Observation
1	AGUEGUES	1	OK	OK	Le consultant ne dispose d'aucun document ou d'aucune prise pour apprécier le degré de mise en application des décisions de l'ARMP. A moins de considérer que toutes décisions de l'ARMP serait systématique exécutoire sous peine de sanction	Levée de la suspension et poursuite de la procédure
2	ABOMEY	1	OK	OK		Plainte irrecevable pour vice de forme
3	PEHUNCO	1	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
4	SAVALOU	1	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
5	BANTE	1	N/A	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
6	KALALE	1	N/A	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
7	DJIDJA	1	N/A	OK		Dénunciation non fondée, poursuite de la procédure
8	KANDI	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
9	ABOMEY-CALAVI	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
10	PORTO NOVO	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
OK = Test satisfaisant						
KO = Test non satisfaisant						

k) Constats sur la revue de l'exécution financière des marchés

Vingt et un (21) communes sur 77 n'ont pas communiqué les pièces relatives au paiement. Pour celles dont le consultant a pu collecter les preuves de règlement, l'examen des pièces obtenues a permis de ressortir les non conformités ci-après :

- Non respect des délais d'exécution contractuels (constat relatif à la quasi-totalité des communes) ;
- Défaut d'application des pénalités de retard (constat relatif à la quasi-totalité des communes) ;
- Défaut de prélèvement des retenues de garanties .

l) Constats sur la performance liée à la mise en place des organes de passation et de contrôle des marchés

L'analyse de la performance liée à la mise en place des organes au niveau de toutes les autorités contractantes auditées se présente comme suit :

Eléments	AC	Description
Performance Parfaite (Mise en place parfaite des organes de passation et de contrôle des marchés publics)	44 AC	Les AC ne présentent pas d'anomalies dans la mise en place des organes conformément au Code des marchés publics en vigueur
Performance satisfaisante (Mise en place satisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics)	16 AC	Les AC présentent d'anomalies mineures dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur
Performance insatisfaisante (Mise en place insatisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics)	2 AC	L'autorité contractante présente d'anomalies significatives dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur
Performance défailante (Mise en place défailante des organes de passation et de contrôle des marchés publics)	1 AC	L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions du code des marchés publics en vigueur en matière de mise en place des organes.
Acte de mise en place des organes non communiqués	14 AC	

m) Constats sur la performance liée à la conformité des procédures de passation des marchés publics

L'analyse de la performance des AC du point de vue de la conformité des procédures de passation se présente comme suit :

Eléments	AC (Gestion 2016)	AC (Gestion 2017)	Description
Performance insatisfaisante	05 AC	05 AC	Les AC ne se sont pas du tout conformées aux dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées.
Performance moyenne	16 AC	15 AC	Les AC n'ont pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées
Performance satisfaisante	40 AC	38 AC	L'AC ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées.
Performance élevée	13 AC	15 AC	Les AC ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière de passation et de contrôle de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.
Aucun acte de mise en place n'a été communiqué	3 AC	4 AC	

n) Constats sur la performance liée à la revue de l'exécution financière des marchés

L'analyse de la performance liée à l'exécution financière se présente comme suit :

Eléments	AC (Gestion 2016)	AC (Gestion 2017)	Description
Performance élevée	24AC	26 AC	Les AC ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière d'exécution de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.
Performance satisfaisante	13AC	12 AC	L'AC ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière d'exécution de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.
Performance moyenne	05AC	04AC	Les AC n'ont pas respecté certaines dispositions de fond et de forme du code en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées
Performance insatisfaisante	04AC	05AC	Les AC ne se sont pas du tout conformées aux dispositions de fond et de forme du code en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées.
Pas de documents communiqués	31AC	30AC	En raison de l'indisponibilité des preuves de règlement, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la performance liée à l'exécution financière des marchés

Les détails liés aux constats sur la performance se trouvent à la section VII du présent rapport.

o) Constat sur le respect des délais de passation

Nous avons examiné le délai global de passation des marchés audités à travers le délai individuel par marché à chaque phase du processus.

L'examen des délais de passation a été effectué pour les marchés attribués suivant les procédures d'appel d'offres ouvert uniquement. En ce qui concerne les procédures dérogatoires et les procédures simplifiées, les délais de passation sont relativement courts et peu encadrés. Notre appréciation porte essentiellement donc sur la procédure d'appel d'offre ouvert.

Par ailleurs, l'appréciation du délai de passation a été faite de la date de dépôt des plis à la date de signature du marché par l'autorité contractante.

A l'issue des diligences mises en œuvre, le consultant a été observé que le délai moyen de passation est de 77 jours en 2016 et 76 jours en 2017. Ces délais sont conformes aux dispositions de l'article 3 du décret n°2014-551 du 24 septembre 2014.

p) Appréciation du degré de mise en œuvre des recommandations de l'audit antérieur

L'appréciation du degré de mise en œuvre des recommandations de l'audit antérieur devrait être faite au moyen d'un **plan d'action (feuille de route et d'indicateurs mesurables) de mise en application des recommandations des audits précédents**, élaboré par chaque AC sous la responsabilité de l'ARMP et préalablement transmis aux auditeurs.

Ce plan doit normalement décrire entre autres, les personnes responsables des mises en œuvre des recommandations et les échéances y afférentes.

A la date de notre audit les rapports d'audit définitifs des marchés publics sur les communes au titre des gestions budgétaires 2011 à 2015 n'étaient pas disponibles.

Le consultant n'ayant pas obtenu lesdits rapports, l'appréciation du degré de mise en œuvre des recommandations des audits antérieurs est sans objet.

.

III. CONTEXTE, OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE

3.1. CONTEXTE

Conformément à ses attributions, l'ARMP est tenue de faire réaliser au terme de chaque exercice budgétaire, des audits indépendants. Le but de ces audits est de s'assurer du respect de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et délégations de services publics.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la revue de conformité des procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public de différentes communes du Bénin au titre des Gestions budgétaires 2016 & 2017 confiée au cabinet BEC Sarl au terme d'une procédure concurrentielle ouverte, conduite par le projet PAGIPG sur financement de la Banque Mondiale.

3.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

Objectif Global :

L'objectif général de la mission est de s'assurer de la saine application des textes et procédures applicables en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public passés par les différentes autorités contractantes au titre des exercices budgétaires 2016 et 2017.

Objectifs spécifiques :

De façon spécifique, il s'agit pour nous :

- i) d'apprécier l'efficacité du système des marchés publics eu égard au respect par les autorités contractantes auditées, des principes et procédures en matière de commande publique et
- ii) de faire des recommandations pour une meilleure performance du système de la commande publique au Bénin.

L'audit portera nettement et distinctement sur la : **Revue du dispositif institutionnel et fonctionnel national et au sein des autorités contractantes ; Revue de la conformité des procédures de passation des marchés (Audit de conformité) ; Revue de la conformité des contrats et de leur exécution financière ; Revue de l'exécution physique des marchés (Audit de la matérialité des dépenses).**

3.3. METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE

L'audit a été réalisé en conformité avec les Termes de Référence. En exécution de notre mandat et pour atteindre les objectifs fixés, nous avons mis en œuvre les diligences ci-après :

- ✓ Phase préliminaire ;
- ✓ Prise de connaissance des AC et planification de l'exécution de la mission ;
- ✓ Échantillonnage ;
- ✓ Collecte des informations financières, organisationnelles et techniques (Voir liste des documents demandés et obtenus en annexe 5).
- ✓ Entretiens, visites de sites et travaux réalisés ;
- ✓ Restitution des conclusions ;
- ✓ Revue qualité des conclusions ;
- ✓ Rapport provisoire ;
- ✓ Rapport définitif.

Les diligences mises en œuvre au niveau de chaque phase sont présentées de façon détaillée dans les rapports individuels de chaque AC.

3.4. ETENDUE DE LA MISSION

Au regard des objectifs définis par les Tdr, la présente mission consiste à examiner principalement un minimum (Cf. critères d'échantillonnage) de marchés passés au titre des gestions 2016 et 2017 dont le fondement a été justifié lors de l'atelier de validation à l'ARMP et accessoirement ceux dont il existe un doute sur la période au cours de laquelle lesdits marchés ont été passés. Elle s'étend entre autres aux domaines ci-après :

- l'effectivité de la séparation des fonctions de passation et de contrôle des marchés publics au niveau des autorités contractantes concernées ;
- la capacité et la fonctionnalité des différents organes de contrôle et de passation des marchés publics de chacune des autorités contractantes ;
- l'existence et la qualité du PPM des autorités contractantes ;
- le niveau de mise en œuvre du PPM de chaque autorité contractante ;
- la qualité des dossiers de mise en concurrence ;
- le respect des procédures de passation de marchés telles que décrites dans le CMP ;
- la clarté et la transparence de l'évaluation des offres et les critères de sélection des consultants ;
- la production et la conformité du contenu des rapports sur la passation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la performance des autorités contractantes en matière de passation des marchés publics et des délégations de service public ;
- les délais de passation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la conformité de l'exécution du contrat final avec les DAO approuvés ;
- l'éligibilité des dépenses relatives aux marchés publics et délégations de service public ;

- la pertinence et l'efficacité du traitement des plaintes des soumissionnaires ou autres parties concernées par les structures compétentes ;
- les délais de paiement en comparaison avec les dispositions spécifiques du marché et des normes applicables ;
- la qualité et la fiabilité du système de classement et d'archivage de la documentation relative à la passation et au contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
- l'état de mise en œuvre des recommandations issues des audits précédents.

IV. PRESENTATION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

Nous avons, à partir de la population primaire (obtenue de la DNCMP ou des AC), constitué l'échantillon devant servir de base à la revue de conformité des procédures.

Conformément aux termes de référence contenus dans le contrat signé, les critères d'échantillonnage se présentent comme suit :

- ☒ Sélection de 100% des marchés passés par entente directe (gré à gré) ;
- ☒ Sélection de 100% des marchés ayant fait l'objet de plainte par les soumissionnaires ;
- ☒ Sélection de 65% au moins en volume et 55% au moins en valeur de la population primaire (sélection aléatoire) ;
- ☒ Sélection de 50% au moins en volume et en valeur des marchés passés par appel d'offres restreint (sélection aléatoire).

A l'issue de la mise en œuvre des diligences ci-dessus citées, nous vous présentons la situation par AC de la liste des marchés passés et de l'échantillon retenu au titre des gestions budgétaires 2016 & 2017.

4.1. PRESENTATION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT PAR AUTORITE CONTRACTANTE

Tableau n°03 : Présentation de l'échantillon par AC

N° d'ordre	Autorités contractantes	EXERCICE 2016						EXERCICE 2017					
		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage	
		Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
1	IFANGNI	BASE DE DONNEES NON COMMUNIQUEE AUX AUDITEURS											
2	KETOU	125 314 121	6	125 314 121	6	100%	100%	162 962 326	9	162 962 326	9	100%	100%
3	COBLY	129 991 533	11	105 856 133	8	81%	73%	343 445 847	12	304 312 707	9	89%	75%
4	KEROU	27 495 288	2	27 495 288	2	100%	100%	418 566 981	27	317 517 288	18	76%	67%
5	NATITINGOU	125 661 049	10	96 732 342	7	77%	70%	308 000 432	28	250 977 532	20	81%	71%
6	PEHUNCO	208 184 370	19	124 162 706	13	60%	68%	180 957 171	20	126 370 702	13	70%	65%
7	TOUCOUNTOUNA	125 470 982	15	121 895 982	10	97%	67%	259 022 782	18	215 003 693	13	83%	72%
8	BOUKOMBE	471 271 879	34	368 153 290	24	78%	71%	124 911 387	15	109 621 222	11	88%	73%
9	KOUANDE	223 999 787	26	198 525 216	20	89%	77%	498 992 765	57	447 524 465	40	90%	70%
10	MATERI	548 176 266	12	506 578 009	9	92%	75%	105 973 412	13	104 183 412	10	98%	77%
11	TANGUIETA	706 354 618	16	660 390 807	11	93%	69%	17 089 300	4	17 089 300	4	100%	100%
12	BASSILA	235 039 069	23	172 120 444	16	73%	70%	492 811 520	29	422 390 662	20	86%	69%
13	COPARGO	38 798 400	2	38 798 400	2	100%	100%	350 934 536	27	263 436 121	18	75%	67%
14	DJOUGOU	103 051 241	5	103 051 241	5	100%	100%	388 824 754	19	382 138 874	13	98%	68%
15	OUAKE	541 804 182	9	541 804 182	9	100%	100%	124 328 644	6	124 328 644	6	100%	100%
16	ABOMEY-CALAVI	199 308 709	10	162 246 738	6	81%	60%	1 000 000 000	24	850 010 938	18	85%	75%
17	ALLADA	579 200 337	17	543 876 076	12	94%	71%	453 319 259	27	403 181 011	18	89%	67%
18	KPOMASSE	220 776 237	30	186 221 904	23	84%	77%	248 976 840	28	197 195 159	20	79%	71%
19	OUIDAH	94 695 633	9	89 695 633	8	95%	89%	482 533 700	48	441 560 694	32	92%	67%
20	SO-AVA	333 808 169	16	238 770 244	12	72%	75%	507 042 314	20	447 932 814	14	88%	70%
21	TOFFO	302 789 307	29	267 681 637	23	88%	79%	518 445 859	29	433 918 336	22	84%	76%
22	TORI	39 497 693	7	39 497 693	7	100%	100%	303 070 506	16	267 991 695	13	88%	81%
23	ZE	98 233 228	14	74 209 037	10	76%	71%	317 299 837	28	242 187 683	20	76%	71%
24	COTONOU	3 036 697 798	68	2 788 117 955	47	92%	69%	-	-	-	-	0%	0%

N° d'ordre	Autorités contractantes	EXERCICE 2016						EXERCICE 2017					
		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage	
		Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
25	BANIKOARA	940 737 628	41	815 131 761	30	87%	73%	1 934 745 517	62	1 787 851 197	44	92%	71%
26	KANDI	105 329 707	6	73 730 795	4	70%	67%	551 059 260	20	385 741 482	15	70%	75%
27	KARIMAMA	472 087 645	31	211 136 494	21	45%	68%	234 185 594	17	180 568 907	13	77%	76%
28	SEGBANA	202 845 464	10	202 845 464	10	100%	100%	303 839 882	16	259 556 171	13	85%	81%
29	GOGOUNOU	276 828 240	18	246 612 069	15	89%	83%	528 944 527	31	452 432 942	21	86%	68%
30	MALANVILLE	1 142 317 797	26	1 048 980 331	20	92%	77%	428 531 643	22	340 106 022	16	79%	73%
31	N'DALI	139 598 519	8	106 703 500	6	76%	75%	291 581 268	16	241 412 608	12	83%	75%
32	BEMBEREKE	337 776 492	14	283 599 352	11	84%	79%	449 507 071	23	353 442 153	16	79%	70%
33	KALALE	493 113 320	27	443 618 780	19	90%	70%	917 890 519	31	844 375 015	22	92%	71%
34	NIKKI	211 897 267	18	169 882 937	12	80%	67%	526 435 764	22	428 279 330	15	81%	68%
35	PARAKOU	382 611 143	14	342 570 183	11	90%	79%	1 711 765 217	46	969 607 548	28	57%	61%
36	PERERE	92 465 258	8	72 120 258	6	78%	75%	494 178 155	18	368 984 394	12	75%	67%
37	SINENDE	147 811 965	8	115 078 405	5	78%	63%	807 791 388	23	731 319 146	15	91%	65%
38	TCHAUROU	561 793 263	24	406 910 947	16	72%	67%	657 013 793	29	387 342 309	19	59%	66%
39	ATHIEME	317 862 408	20	271 194 324	14	85%	70%	203 601 448	21	174 248 944	14	86%	67%
40	COME	254 199 082	38	209 959 885	25	83%	66%	220 206 890	37	194 603 203	26	88%	70%
41	GRAND POPO	715 021 573	35	597 614 131	23	84%	66%	159 542 103	7	151 908 652	5	95%	71%
42	BOPA	181 987 050	9	152 284 846	6	84%	67%	354 728 644	15	320 044 989	12	90%	80%
43	HOUEYOGBE	341 888 694	21	280 461 955	15	82%	71%	135 709 168	8	115 981 441	6	85%	75%
44	LOKOSSA	273 985 282	24	167 230 290	17	61%	71%	400 284 442	18	281 600 075	14	70%	78%
45	DJAKOTOMEY	574 039 256	32	480 670 561	23	84%	72%	461 677 956	25	409 798 771	18	89%	72%
46	DOGBO	213 837 949	14	183 674 623	11	86%	79%	422 952 097	21	354 416 429	14	84%	67%
47	LALO	254 960 092	25	202 373 834	17	79%	68%	236 534 544	15	202 003 969	10	85%	67%
48	APLAHOUÉ	1 194 214 894	50	963 110 421	33	81%	66%	260 677 580	11	203 132 328	8	78%	73%
49	TOVIKLIN	412 417 524	35	397 397 285	22	96%	63%	247 969 468	29	236 262 897	19	95%	66%
50	KLOUEKANME	400 187 723	33	381 863 723	21	95%	64%	413 555 767	25	389 821 092	17	94%	68%
51	ADJARRA	150 272 562	8	150 272 562	8	100%	100%	249 460 918	11	234 948 552	8	94%	73%

N° d'ordre	Autorités contractantes	EXERCICE 2016						EXERCICE 2017					
		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage		Population mère		Echantillon (conformité)		Pourcentage	
		Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
52	ADJOHOUN	193 122 197	9	159 192 539	7	82%	78%	258 692 252	11	193 456 179	7	75%	64%
53	AGUEGUES	275 782 147	18	134 660 052	12	49%	67%	177 905 429	16	154 430 160	11	87%	69%
54	AKPRO MISSRETE	116 022 712	9	116 022 712	9	100%	100%	273 423 008	21	202 490 075	15	74%	71%
55	AVRANKOU	75 378 074	5	60 505 002	3	80%	60%	472 719 692	14	406 691 138	10	86%	71%
56	BONOU	320 105 955	21	226 522 995	14	71%	67%	112 112 002	5	112 112 002	5	100%	100%
57	DANGBO	434 347 661	24	317 265 056	16	73%	67%	234 258 844	9	234 258 844	9	100%	100%
58	PORTO NOVO	121 306 935	7	121 306 935	7	100%	100%	1 638 383 551	14	1 594 732 891	11	97%	79%
59	SEME PODJI	147 773 211	8	147 773 211	8	100%	100%	430 519 771	24	306 968 130	17	71%	71%
60	SAKETE	143 966 833	12	110 983 838	7	77%	58%	425 951 316	21	380 107 908	16	89%	76%
61	ADJA-OUERE	325 135 851	14	131 685 317	9	41%	64%	761 985 563	43	605 420 868	29	79%	67%
62	POBE	303 992 181	18	281 537 501	11	93%	61%	451 693 548	25	386 638 067	16	86%	64%
63	ABOMEY	202 642 172	7	169 510 996	5	84%	71%	837 862 127	16	761 247 795	10	91%	63%
64	COVE	150 179 662	9	122 450 712	6	82%	67%	107 089 262	6	94 629 965	4	88%	67%
65	OUIHI	81 471 885	10	73 203 062	7	90%	70%	305 498 479	18	226 851 170	12	74%	67%
66	ZAGNANADO	43 719 785	2	43 719 785	2	100%	100%	97 474 309	8	81 762 325	5	84%	63%
67	AGBANGNIZOUN	153 829 632	12	110 608 134	8	72%	67%	169 544 832	13	145 820 826	9	86%	69%
68	BOHICON	258 291 161	13	190 902 873	9	74%	69%	813 424 194	31	580 637 381	20	71%	65%
69	DJIDJA	66 348 865	8	59 659 035	6	90%	75%	394 893 904	25	282 508 170	17	72%	68%
70	ZA-KPOTA	116 985 109	13	89 687 979	9	77%	69%	334 744 890	23	258 298 551	15	77%	65%
71	ZOGBODOMEY	594 440 937	21	529 724 886	14	89%	67%	256 997 285	19	153 050 574	12	60%	63%
72	BANTE	108 858 788	4	108 858 788	4	100%	100%	60 028 851	4	60 028 851	4	100%	100%
73	DASSA	61 350 094	11	61 350 094	11	100%	100%	490 756 118	24	357 704 762	13	73%	54%
74	GLAZOUE	350 000 000	13	248 241 596	8	71%	62%	379 439 825	16	253 134 617	10	67%	63%
75	SAVE	389 552 482	18	280 480 918	12	72%	67%	280 673 214	25	252 481 938	17	90%	68%
76	OUESSE	212 552 481	10	155 962 885	7	73%	70%	130 826 799	14	86 458 030	10	66%	71%
77	SAVALOU	301 863 289	15	173 656 617	10	58%	67%	338 810 843	15	238 644 236	11	70%	73%
TOTAL		24 856 727 792	1 298	20 783 698 313	932	84%	72%	31 447 590 702	1 583	25 942 191 297	1 108	82%	70%

Au titre de l'exercice 2016, l'échantillon représente en valeur 84% et en volume 72% de la population primaire. En 2017, l'échantillon représente en volume 70% et en valeur 82%. Ces ratios sont supérieurs à ceux définis dans les TDR.

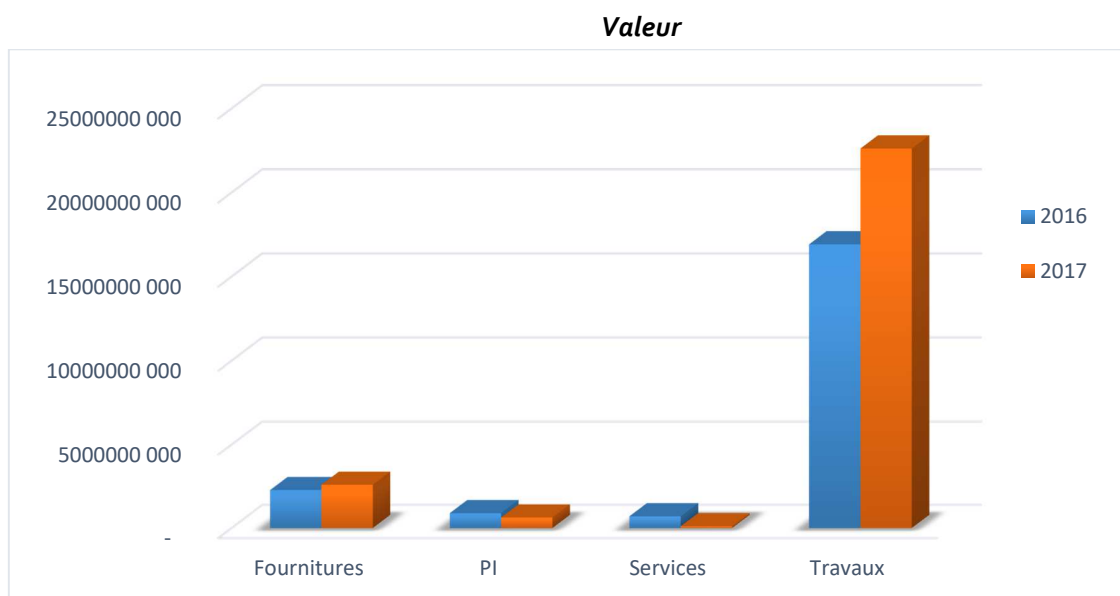
4.2. PRÉSENTATION SUIVANT LE TYPE DE MARCHÉS

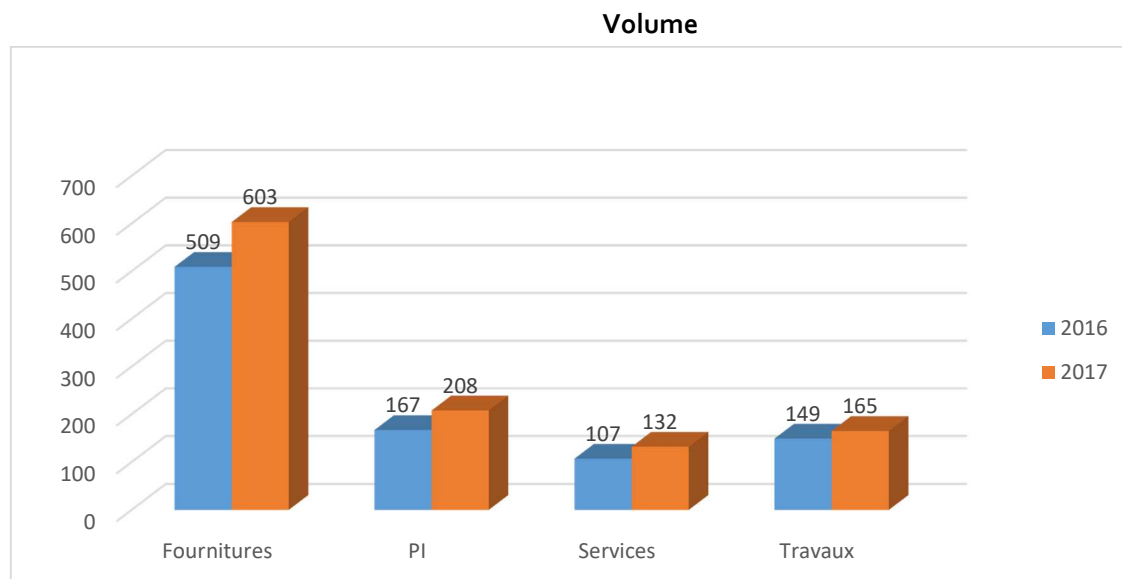
La répartition de l'échantillon traitée suivant le type de marchés (en volume et en valeur) se présente comme suit :

Tableau n°04: Répartition de l'échantillon par type de marchés

EXERCICE	Type de marché	Echantillon			
		Valeur en FCFA	%	Volume	%
2016	Fournitures	2 273 916 074	10,94%	509	54,61%
	Prestations Intellectuelles	890 648 149	4,29%	167	17,92%
	Services	703 233 744	3,38%	107	11,48%
	Travaux	16 915 900 346	81,39%	149	15,99%
	Total général	20 783 698 313	100,00%	932	100,00%
2017	Fournitures	2 592 849 856	9,99%	603	54,42%
	Prestations Intellectuelles	630 359 341	2,43%	208	18,77%
	Services	104 300 933	0,40%	132	11,91%
	Travaux	22 614 681 167	87,17%	165	14,89%
	Total général	25 942 191 297	100,00%	1108	100,00%

Graphique N°01 : Représentation de l'échantillon par type de marchés





Commentaire :

- Il ressort des graphiques ci-dessus qu'en valeur, les marchés de travaux sont le type le plus usité tant pour l'exercice 2016 (81,39%) que pour la gestion 2017 (87,20%);
- En volume, les marchés de fournitures sont les plus courants aussi bien pour l'exercice 2016 (54,61%) que pour la gestion 2017 (54,42%).

4.3. PRESENTATION SUIVANT LE MODE DE PASSATION DES MARCHES

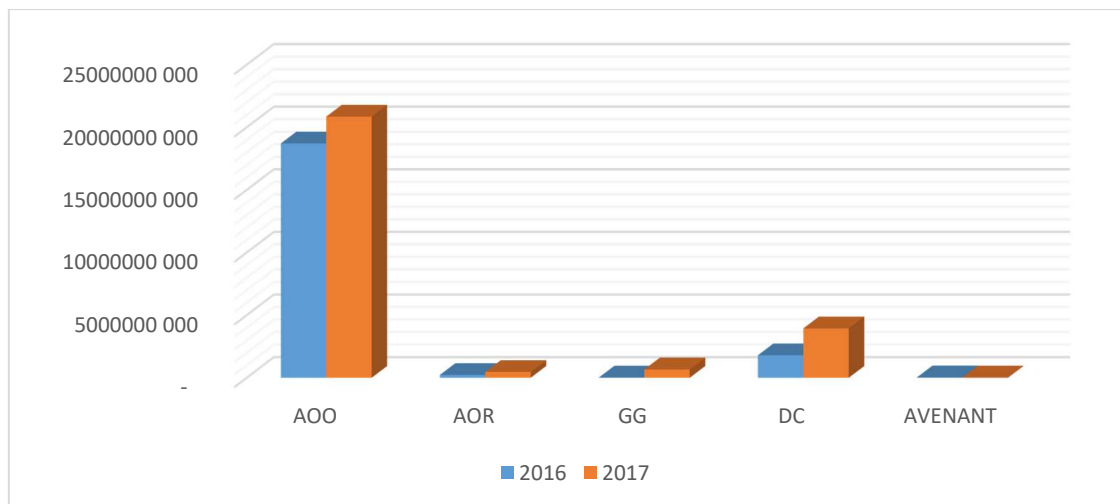
La répartition de l'échantillon traité par mode de passation (en volumes et en valeurs) se présente comme suit :

Tableau n°05 : Répartition de l'échantillon par mode de passation de marchés

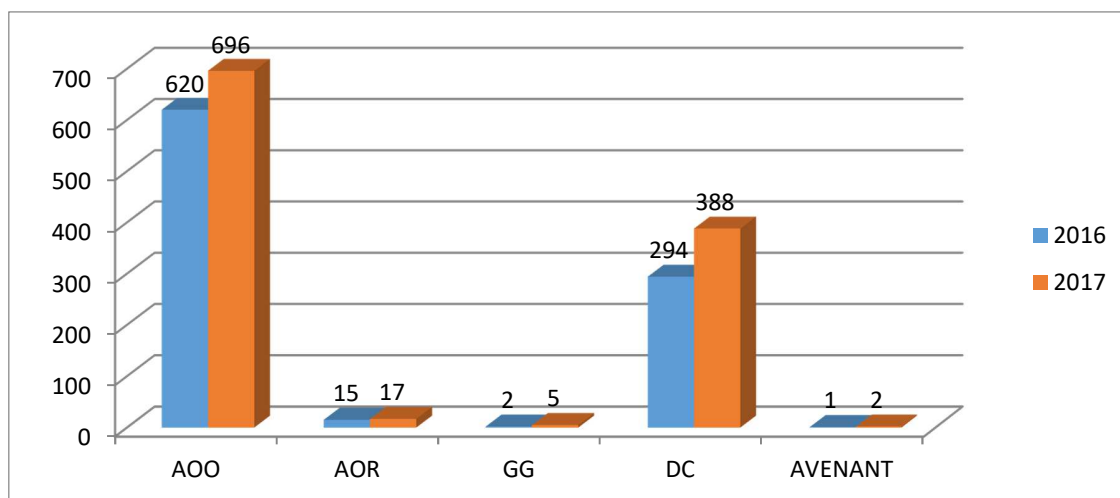
EXERCICE	Mode de passation	Echantillon			
		Valeur en FCFA	%	Volume	%
2016	AOO	18 709 155 698	90,02%	620	66,52%
	AOR	224 606 594	1,08%	15	1,61%
	GG	18 851 330	0,09%	2	0,21%
	DC	1 799 088 365	8,66%	294	31,55%
	AVENANT	31 996 326	0,15%	1	0,11%
	Total général	20 783 698 313	100%	932	100%
2017	AOO	20 850 690 699	80,37%	696	62,82%
	AOR	459 522 206	1,77%	17	1,53%
	GG	667 639 689	2,57%	5	0,45%
	DC	3 942 985 166	15,20%	388	35,02%
	AVENANT	21 353 537	0,08%	2	0,18%
	Total général	25 942 191 297	100%	1108	100%

Graphique N°02 : Représentation de l'échantillon par mode de passation

Valeur



Volume



Commentaire :

L'analyse du tableau ci-dessus permet de ressortir qu'en volume tout comme en valeur, l'Appel d'Offres Ouvert est le mode de passation le plus représenté pour les deux exercices.

V. CONSTATS SUR LA VÉRIFICATION DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHES

5.1. EXHAUSTIVITÉ DES PIÈCES DEMANDÉES

Au démarrage de la mission, nous avons communiqué aux Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) la liste de pièces et documents à collecter.

L'examen de l'exhaustivité des pièces auditable collectées révèle des taux moyens d'exhaustivité par autorité contractante se présente comme suit :

Tableau n°06 : Taux moyen d'exhaustivité par AC

2	COBLY	80%	81%
3	KEROU	67%	63%
4	NATITINGOU	58%	70%
5	PEHUNCO	79%	73%
6	TOUCOUNTOUNA	59%	69%
7	BOUKOMBE	69%	82%
8	KOUANDE	79%	89%
9	MATERI	78%	86%
10	TANGUIETA	58%	58%
11	BASSILA	51%	76%
12	COPARGO	85%	64%
13	DJOUGOU	67%	61%
14	OUAKE	73%	51%
15	CALAVI	83%	76%
16	ALLADA	60%	57%
17	KPOMASSE	71%	59%
18	OUIDAH	62%	79%
19	SO-AVA	83%	90%
20	TOFFO	82%	80%
21	TORI	62%	57%
22	ZE	68%	64%
23	COTONOU	45%	
24	BANIKOARA	78%	75%
25	KANDI	83%	86%
26	KARIMAMA	57%	62%
27	SEGBANA	53%	63%
28	GOGOUNOU	74%	88%
29	MALANVILLE	87%	86%
30	N'DALI	92%	66%
31	BEMBEREKE	87%	97%
32	KALALE	81%	77%
33	NIKKI	87%	87%

N° d'ordre	Communes	Taux moyen d'exhaustivité	
		2016	2017
34	PARAKOU	62%	77%
35	PERERE	89%	94%
36	SINENDE	94%	94%
37	TCHAOUROU	87%	88%
38	ATHIEME	81%	81%
39	COME	54%	49%
40	GRAND POPO	87%	97%
41	BOPA	93%	97%
42	HOUEYOGBE	91%	85%
43	LOKOSSA	91%	88%
44	DJAKOTOMEY	87%	82%
45	DOGBO	82%	88%
46	LALO	93%	69%
47	APLAHOUE	41%	39%
48	TOVIKLIN	73%	82%
49	KLOUEKANME	85%	95%
50	ADJARRA	40%	65%
51	ADJOHOUN	50%	42%
52	AGUEGUES	48%	77%
53	AKPRO MISSRETE	89%	87%
54	AVRANKOU	70%	67%
55	BONOU	72%	57%
56	DANGBO	93%	73%
57	PORTO NOVO	78%	85%
58	SEME PODJI		74%
59	KETOU	CARENCE	
60	SAKETE	57%	39%
61	ADJA-OUERE	46%	54%
62	POBE	82%	61%
63	ABOMEY	88%	87%
64	COVE	88%	90%

N° d'ordre	Communes	Taux moyen d'exhaustivité	
		2016	2017
65	OUIHNI	85%	90%
66	ZAGNANADO	87%	87%
67	AGBANGNIZOUN	87%	91%
68	BOHICON	95%	94%
69	DJIDJA	44%	83%
70	ZA-KPOTA	92%	89%
71	ZOGBODOMEY	94%	93%
72	BANTE	75%	71%
73	DASSA	73%	78%
74	GLAZOUE	71%	75%
75	SAVE	69%	78%
76	OUESSE	75%	71%
77	SAVALOU	75%	69%

Il découle du tableau ci-dessus :

➤ **Exercice 2016**

La commune de ADJARRA présente le taux moyen d'exhaustivité le plus faible (40%) tandis que le taux le plus élevé (95%) est enregistré au niveau de la commune de Bohicon.

➤ **Exercice 2017**

Les communes d'APLAHOUE et de SAKETE présentent le taux moyen d'exhaustivité le plus faible (39%) tandis que le taux le plus élevé (97%) est enregistré au niveau des communes de GRAND POPO, BOPA et BEMBEREKE.

NB : les détails sur les taux moyens d'exhaustivité par AC sont explicités dans les rapports individuels (R2).

5.2. DIAGNOSTIC SUR LA MISE EN PLACE, L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE PASSATION ET DE CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS

Tableau n°07 : Diagnostic par AC sur la mise en place, l'organisation et le fonctionnement des organes de passation et de contrôle

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)										
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8			
1	KETOU	RAPPORT DE CARENCE										
2	IFANGNI											
3	COBLY	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevé par le consultant	L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	Non paiement des primes de désintéressement, Insuffisance de budget pour les publications	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive				
4	KEROU											
5	NATITINGOU											
6	PEHUNCO											
7	TOUCOUNTOUNA											
8	KOUANDE											
9	BOUKOMBE		Indisponibilité du rapport sur la passation									
10	MATERI	Indisponibilité des rapports d'activité et des actes de mise en place des organes de passation et de contrôle et				L'archivage constitue une problématique pour l'AC						
11	TANGUIETA											
12	COPARGO											

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
13	BASSILA	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant		L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	RAS	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive
14	DJOUGOU								
15	OUAKE								
16	CALAVI								
17	ALLADA	Indisponibilité des rapports d'activité et des actes de mise en place des organes de passation et de contrôle et					L'archivage constitue une problématique pour l'AC	Manque de moyens matériels et financiers et de ressources humaines qualifiées	
18	KPOMASSE								
19	COTONOU								
20	TORI								
21	OUIDAH								

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
22	SO-AVA	Tous les organes existent et ont été mis en place légalement. Cependant, le profil des membres de la CPMP et du SPRMP ne sont pas définis dans les arrêtés. Ceci rend impossible la vérification de la conformité au code des profils des membres de ces organes		L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	Manque de moyens matériels et financiers et de ressources humaines qualifiées	
23	TOFFO								
24	ZE								
25	BANIKOARA	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant		L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	Manque de moyens matériels et financiers et de ressources humaines qualifiées	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive
26	KANDI								
27	KARIMAMA								
28	GOGOUNOU								
29	SEGBANA			Indisponibilité du rapport sur la passation et l'exécution					

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
30	MALANVILLE	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant		L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	RAS	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive
31	N'DALI								
32	BEMBEREKE								
33	KALALE								
34	NIKKI								
35	PARAKOU								
36	PERERE								
37	SINENDE								
38	TCHAUROU								
39	ATHIEME								
40	COME								
41	GRAND POPO								

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
42	BOPA	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant		L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	RAS	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive
43	HOUYOGBE								
44	LOKOSSA								
45	DJAKOTOMEY								
46	DOGBO								
47	LALO								
48	APLAHOUE								
49	TOVIKLIN								
50	KLOUEKANME								
51	SEME PODJI								
52	ADJOHOUN								
53	DANGBO								
54	AKPRO MISSRETE								
55	AVRANKOU								
56	BONOU								

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
57	ADJARRA	Indisponibilité des actes de mise en place des organes de passation et de contrôle					L'archivage constitue une problématique pour l'AC	RAS	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive
58	PORTO NOVO								
59	AGUEGUES								
60	ADJA-OUERE	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant	L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage			
61	POBE								
62	ABOMEY								
63	COVE								
64	OUIHI								
65	ZAGNANADO								
66	AGBANGNIZOUN								

N°	AC	Commentaires du consultant sur les organes de passation et de contrôle des marchés (PRMP, S/PRMP, CPMP et CCMP)							
		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8
67	BOHICON	Tous les organes existent et ont été mis en place conformément aux dispositions du CMP en vigueur. Aucune non-conformité n'a été relevée par le consultant	L'AC a élaboré et transmis aux auditeurs le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics	Le principe de séparation des fonctions de passation et de contrôle est respecté	Aucune non-conformité n'a été relevée sur le respect du quorum et les signatures des PV par les personnes habilitées	L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage	RAS	Défaut de publication des PV d'attribution provisoire et des avis d'attribution définitive	
68	ZA-KPOTA								
69	ZOGBODOMEY								
70	BANTE								
71	SAVE								
72	OUESSE								
73	SAVALOU	Indisponibilité des actes de mise en place des organes de passation et de contrôle				L'AC a fourni un effort dans la mise en place d'un bon système d'archivage			
74	DJIDJA								
75	GLAZOUE								
76	DASSA								
77	SAKETE								
Légende									
C1	Existence des actes de mise en place des différents organes (arrêtés)								
C2	Conformité de la composition des organes par rapport à la réglementation (Adéquation profil/poste)								
C3	Documents à produire par chaque organe et leur qualité (Caractère probant des documents)								
C4	Séparation des fonctions de passation et de contrôle des marchés								
C5	Validité et qualité des décisions d'attribution (respect du quorum, signature par les personnes habilitées)								
C6	Qualité du système d'archivage (taux d'exhaustivité des pièces, disponibilité de salle d'archives/archives)								
C7	Existence des moyens matériels et financiers (cadre de travail, mats et mobiliers de bureau, matériels informatiques, dotations financières pour diverses nublication_prime) de désintéressement								
C8	Publication des décisions d'attribution								

5.3. APPRECIATION DE LA QUALITE DU PPM

Les auditeurs ont constaté que toutes les autorités contractantes ont élaboré au titre de la période sous revue (exercices 2016 et 2017) leurs plans de passation des marchés (PPM) conformément à l'article 20 du code des marchés publics et des délégations de service public.

Par ailleurs, la majorité des marchés audités a été inscrite dans les PPM. Le tableau ci-après récapitule les constats relevés au niveau du PPM :

Tableau n°08 : Constats sur les PPM par AC

N° d'ordre	Communes	Elaboration du PPM	PPM Validé par la CCMP	2016		2017		Observations
				Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	
1	KETOU	RAPPORT DE CARENCE						Confer commentaire
2	IFANGNI							
3	COBLY	Oui	Oui	8	0	9	3	
4	KEROU	Oui	Oui	2	0	18	6	
5	NATITINGOU	Oui	Oui	7	1	20	0	
6	PEHUNCO	Oui	Oui	13	2	13	0	
7	TOUCOUNTOUNA	Oui	Oui	10	3	13	1	
8	BOUKOMBE	Oui	Oui	24	9	11	2	
9	KOUANDE	Oui	Oui	20	9	40	4	
10	MATERI	Oui	Oui	9	0	8	0	
11	TANGUIETA	Oui	Oui	11	2	4	0	

**RAPPORT SYNTHESE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	Elaboration du PPM	PPM Validé par la CCMP	2016		2017		Observations
				Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	
12	BASSILA	Oui	Oui	16	4	19	0	Confer commentaire
13	COPARGO	Oui	Oui	2	0	15	0	
14	DJOUGOU	Oui	Oui	5	0	13	0	
15	OUAKE	Oui	Oui	9	0	6	0	
16	CALAVI	Oui	Oui	6	0	18	1	
17	ALLADA	Oui	Oui	10	1	17	0	
18	KPOMASSE	Oui	Oui	20	0	17	5	
19	OUIDAH	Oui	Oui	8	1	29	0	
20	SO-AVA	Oui	Oui	12	0	14	0	
21	TOFFO	Oui	Oui	23	0	22	0	
22	TORI	Oui	Oui	7	1	9	9	
23	ZE	Oui	Oui	8	0	9	0	
24	COTONOU	Oui	Oui	32	12	0	0	
25	BANIKOARA	Oui	Oui	30	0	44	0	
26	KANDI	Oui	Oui	4	0	15	1	
27	KARIMAMA	Oui	Oui	13	0	13	0	
28	SEGBANA	Oui	Oui	10	0	13	0	
29	GOGOUNOU	Oui	Oui	15	2	21	3	
30	MALANVILLE	Oui	Oui	20	6	16	2	
31	N'DALI	Oui	Oui	6	0	12	0	

**RAPPORT SYNTHESE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	Elaboration du PPM	PPM Validé par la CCMP	2016		2017		Observations
				Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	
32	BEMBEREKE	Oui	Oui	11	0	16	0	Confer commentaire
33	KALALE	Oui	Oui	19	0	22	0	
34	NIKKI	Oui	Oui	12	0	15	0	
35	PARAKOU	Oui	Oui	11	0	28	0	
36	PERERE	Oui	Oui	6	0	12	0	
37	SINENDE	Oui	Oui	5	0	15	0	
38	TCHAUROU	Oui	Oui	16	0	19	0	
39	ATHIEME	Oui	Oui	14	1	14	0	
40	COME	Oui	Oui	25	0	26	1	
41	GRAND POPO	Oui	Oui	23	0	5	0	
42	BOPA	Oui	Oui	6	1	12	2	
43	HOUEYOGBE	Oui	Oui	15	0	6	0	
44	LOKOSSA	Oui	Oui	17	0	14	0	
45	DJAKOTOMEY	Oui	Oui	23	1	18	3	
46	DOGBO	Oui	Oui	11	0	14	0	
47	LALO	Oui	Oui	17	0	10	0	
48	APLAHOU	Oui	Oui	33	21	8	0	
49	TOVIKLIN	Oui	Oui	22	0	19	0	

N° d'ordre	Communes	Elaboration du PPM	PPM Validé par la CCMP	2016		2017		Observations
				Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	
50	KLOUEKANME	Oui	Oui	21	9	17	0	Confer commentaire
51	ADJARRA	Oui	Oui	8	1	8	5	
52	ADJOHOUN	Oui	Oui	7	2	7	3	
53	AGUEGUES	Oui	Oui	12	6	11	0	
54	AKPRO MISSRETE	Oui	Oui	9	0	15	4	
55	AVRANKOU	Oui	Oui	3	0	10	4	
56	BONOU	Oui	Oui	14	1	5	1	
57	DANGBO	Oui	Oui	16	7	9	1	
58	PORTO NOVO	Oui	Oui	7	5	11	6	
59	SEME PODJI	Oui	Oui	0	0	17	0	
60	SAKETE	Oui	Oui	7	0	16	0	
61	ADJA-OUERE	Oui	Oui	9	1	29	3	
62	POBE	Oui	Oui	11	7	16	4	
63	ABOMEY	Oui	Oui	5	0	10	0	
64	COVE	Oui	Oui	6	0	4	0	
65	OUINHI	Oui	Oui	7	0	12	0	

N° d'ordre	Communes	Elaboration du PPM	PPM Validé par la CCMP	2016		2017		Observations
				Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	Nombre de marché audité	Nombre de marché non inscrit au PPM	
66	ZAGNANADO	Oui	Oui	2	0	5	0	Confer commentaire
67	AGBANGNIZOUN	Oui	Oui	8	6	9	1	
68	BOHICON	Oui	Oui	9	0	20	0	
69	DJIDJA	Oui	Oui	6	2	17	2	
70	ZA-KPOTA	Oui	Oui	9	8	15	4	
71	ZOGBODOMEY	Oui	Oui	14	0	12	0	
72	BANTE	Oui	Oui	4	0	4	0	
73	DASSA	Oui	Oui	11	4	13	8	
74	GLAZOUE	Oui	Oui	8	0	10	0	
75	SAVE	Oui	Oui	12	0	17	0	
76	OUESSE	Oui	Oui	7	0	10	0	
77	SAVALOU	Oui	Oui	10	0	11	0	
TOTAL				888	136	1 071	89	

Commentaire

Au titre de l'exercice 2016, 15% des marchés audités ne sont pas inscrits dans les PPM alors qu'en 2017, 8% desdits marchés n'y sont pas inscrits. Ces ratios quoique faibles, témoignent de la nécessité pour les AC d'inscrire tous les marchés passés dans les PPM initiaux et /ou révisés. (Article 20 du CMPDSP).

Par ailleurs, aucune raison pertinente n'a été communiquée au consultant sur le défaut d'inscription des desdits marchés au PPM.

5.4. APPRECIATION DU RESPECT DES DELAIS DE PASSATION

Nous avons examiné le délai global de passation des marchés audités à travers le délai individuel par marché à chaque phase du processus.

L'examen des délais de passation a été effectué pour les marchés attribués suivant les procédures d'appel d'offres ouvert uniquement. En ce qui concerne les procédures dérogatoires et les procédures simplifiées les délais de passation sont relativement courts et n'ont pas fait l'objet d'appréciation de notre part.

Par ailleurs, l'appréciation du délai de passation a été faite de la date de dépôt des plis à la date de signature du marché par l'autorité contractante.

Le délai moyen de passation calculé par autorité contractante se présente comme suit :

Tableau n°09 : Délai moyen de passation par AC

N° d'ordre	Communes	EXERCICE 2016		EXERCICE 2017		OBSERVATIONS
		Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	
1	KEROU	38	2	41	14	Délais raisonnables au titre des deux exercices
2	NATITINGOU	78	5	69	10	
3	PEHUNCO	52	8	87	9	
4	TOUCOUNTOUNA	95	5	78	1	
5	BOUKOMBE	95	5	56	3	
6	KOUANDE	38	5	56	5	
7	MATERI	43	5	40	3	
8	TANGUIETA	59	3	90	4	
9	BASSILA	76	13	50	11	
10	DJOUGOU	91	5	86	7	
11	ABOMEY CALAVI	40	41	75	18	
12	ALLADA	110	10	47	17	
13	KPOMASSE	63	16	64	16	
14	OUIDAH	78	7	63	24	
15	SO-AVA	99	12	51	14	
16	TOFFO	83	22	86	21	

**RAPPORT SYNTHÈSE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSÉS PAR
DIFFÉRENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	EXERCICE 2016		EXERCICE 2017		OBSERVATIONS
		Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	
17	TORI	N/A		56	3	Délais raisonnables au titre des deux exercices
18	BANIKOARA	64	18	58	28	
19	KANDI	79	5	50	4	
20	KARIMAMA	58	7	52	9	
21	SEGBANA	58	7	43	10	
22	GOGOUNOU	57	7	36	5	
23	MALANVILLE	96	4	50	4	
24	N'DALI	46	6	54	12	
25	KALALE	61	14	73	13	
26	NIKKI	73	5	98	7	
27	PARAKOU	78	11	86	28	
28	PERERE	78	5	83	10	
29	SINENDE	86	5	76	15	
30	TCHAUROU	48	16	42	19	
31	BOPA	86	6	80	12	
32	LOKOSSA	65	17	68	14	
33	DJAKOTOMEY	76	23	95	18	
34	APLAHOUE	70	33	80	8	
35	TOVIKLIN	58	22	69	19	
36	ADJARRA	51	7	69	3	
37	AGUEGUES	N/A				
38	AKPRO MISSRETE	61	9	46	13	
39	AVRANKOU	44	1	36	8	
40	BONOU	62	5	51	2	
41	DANGBO	66	10	59	8	
42	ADJA-OUERE	69	9	67	27	
43	OUIHI	65	4	56	4	
44	ZAGNANADO	N/A				
45	DJIDJA	56	3	56	6	
46	ZOGBODOMEY	N/A				

**RAPPORT SYNTHESE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	EXERCICE 2016		EXERCICE 2017		OBSERVATIONS
		Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	
47	BANTE	61	4	66	3	Délais raisonnables au titre des deux exercices
48	DASSA	55	6	66	3	
49	GLAZOUE	60	6	66	12	
50	SAVE	68	7	73	7	
51	OUESSE	77	6	64	5	
52	SAVALOU	76	10	65	10	
N° d'ordre	Communes	EXERCICE 2016		EXERCICE 2017		OBSERVATIONS
		Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	Délai moyen de passation (en jours)	Nbre de marchés ayant servi de base de calcul	
53	ADJOHOUN	61	4	Impossibilité		Délais raisonnables pour la gestion 2016
54	COTONOU	75	24	Impossibilité		
55	COPARGO	Impossibilité		60	18	Délai raisonnable pour la gestion 2017
56	COBLY	108	5	85	5	Délais longs pour la gestion 2016
57	ATHIEME	146	14	92	14	
58	GRAND POPO	116	23	79	5	
59	HOUEYOGBE	152	15	94	8	
60	AGBANGNIZOUN	152	6	85	6	
61	BOHICON	93	6	N/A		
62	DOGBO	134	11	76	7	
63	ZA-KPOTA	108	5	54	4	
64	KLOUEKANME	106	21	64	17	
65	ZE	89	7	103	4	
66	SEME PODJI	Aucun marché communiqué au titre de cet exercice		114	16	
67	BEMBEREKE	40	11	167	16	
68	POBE	82	7	135	12	
69	ABOMEY	55	4	174	7	
70	COVE	42	4	108	2	
71	SAKETE	82	2	111	10	
72	LALO	106	17	104	10	Délais longs au titre des deux exercices
73	PORTO NOVO	148	7	162	10	
74	OUAKE	122	8	148	5	
75	KETOU	RAPPORT DE CARENCE				
76	IFANGNI					
77	COME	Impossibilité de déterminer le délai en raison de nombreuses pièces manquantes				

Commentaire

Au titre de la gestion 2016, 26% (20 sur 77) des AC procèdent à la signature des contrats après l'expiration du délai de validité des Offres. En 2017, ce ratio est de l'ordre de 25% (19 communes sur 77).

En 2016, le délai moyen de passation en 2016 est de 77 jours contre 76 jours en 2017.

Ces délais sont conformes aux dispositions de l'article 3 du décret n°2014-551 du 24 septembre 2014.

NB : les détails sur le délai moyen de passation sont expliqués dans les rapports individuels.

5.5. CONSTATS SUR LA REVUE DE CONFORMITÉ DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS

La méthodologie utilisée pour la revue de conformité des procédures a consisté à vérifier la conformité aux règles de passation édictées dans les différents textes en vigueur pendant la période d'audit. À l'issue de son contrôle, le consultant a fait les constats suivants :

5.5.1. Procédures de Gré à Gré

✓ Gestion budgétaire 2016

Le consultant a dénombré quatre (04) marchés passés par entente directe pour une valeur de dix-huit millions huit cent cinquante et un mille trois cent trente (18.851.330) F CFA. Ces marchés concernent les AC ci-après :

Tableau n° 10 : Répartition des marchés de Gré à Gré par Autorité Contractante pour 2016

N° d'ordre	Communes	Population Mère		Marchés passés par entente directe		%
		Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
1	Dassa	490 756 118	24	18 000 330	3	3,67%
2	Grand popo	715 021 573	35	851 000	1	0,12%
Total		1 205 777 691	59	18 851 330	4	1,56%

Commentaire :

Il a été constaté pour les deux communes mentionnées dans le tableau ci-dessus que la proportion des marchés passés par Gré à Gré dans l'ensemble des marchés passés au titre de la gestion 2016 respecte le seuil des 10% recommandé par le CMP en son article 51.

Par ailleurs, les autorisations préalables de la DNCMP (art 51 du CMP) pour ces deux marchés ont été obtenues.

✓ **Gestion budgétaire 2017**

Au titre de la gestion budgétaire 2017, cinq (05) marchés sont passés par la procédure d'entente directe pour une valeur de six cent soixante-sept millions six cent trente et neuf mille six cent quatre-vingt-neuf (667.639.689) F CFA. Ces marchés concernent les AC ci-après :

Tableau n°11 : Répartition des marchés de Gré à Gré par Autorité Contractante pour 2017

N° d'ordre	Communes	Population Mère		Marchés passés par entente directe		%
		Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
1	Copargo	350 934 536	27	4 871 000	1	1,39%
2	Banikoara	1 934 745 517	62	295 279 216	1	15,26%
3	Kalalé	917 890 519	31	367 309 473	2	40,02%
4	Grand Popo	159 542 103	7	180 000	1	0,11%
Total		3 363 112 675	127	667 639 689	5	19,85%

Commentaire :

En 2017, il a été constaté que deux (02) communes (Banikoara et Kalalé) sur les quatre (04) n'ont pas respecté l'article 51 du CMP qui disposent que « ...la DNCMP veille à ce que, sur chaque année budgétaire et pour chaque AC, le montant additionné des marchés de gré à gré ne dépasse pas 10% du montant total des marchés publics passés en République du Bénin... Tout marché conclu selon cette procédure de gré à gré est communiqué à l'ARMP... Dans l'hypothèse où une AC solliciterait auprès de la DNCMP une autorisation de passer un marché de gré à gré, alors que le seuil des 10% ci-dessus visé serait franchi, la DNCMP, sauf dans l'hypothèse où l'autorisation est refusée, a l'obligation de saisir l'ARMP qui doit probablement valider la procédure ».

Toutefois, l'autorisation préalable de la DNCMP (art 51 du CMP) pour lesdits marchés a été obtenue.

5.5.2. Procédures d'Appel d'Offres Restreint

L'échantillon des marchés passés par appel d'offres restreint par gestion budgétaire et par AC se présente comme suit :

➤ Gestion budgétaire 2016

Au titre de cet exercice, quinze (15) marchés ont été passés par appel d'offres restreint pour un montant de deux cent vingt-quatre millions six cent six mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (224.606.594) F CFA. Ces procédures d'AOR ont été initiées par les AC ci-après :

N° d'ordre	Communes	AOR	
		Valeur	Volume
1	ADJA OUERE	17 850 155	2
2	ATHIEME	15 916 324	1
3	GRAND POPO	17 876 484	1
4	ADJARRA	25 216 475	2
5	AKPRO-MISSERETE	12 097 478	1
6	DOGBO	17 555 698	2
7	LALO	49 341 713	1
8	TOVIKLIN	45 022 611	3
9	TOFFO	23 729 656	2
Total		224 606 594	15

➤ Gestion budgétaire 2017

N° d'ordre	Communes	AOR	
		Valeur	Volume
1	Copargo	24 392 119	3
2	Toffo	131 562 756	3
3	Lalo	76 072 556	3
4	Toviklin	16 556 129	2
5	Grand Popo	16 242 328	1
6	Bonou	53 199 252	1
7	Dangbo	56 429 450	1
8	Sakété	73 489 420	2
9	Dassa	11 578 196	1
Total		459 522 206	17

Au titre de cet exercice, dix-sept (17) marchés ont été passés par appel d'offres restreint pour un montant de quatre cent cinquante-neuf millions cinq cent vingt-deux mille deux cent six (459.522.206) F CFA.

La revue des marchés passés par AOR a révélé comme insuffisance récurrente, aussi bien pour l'exercice 2016 que pour la gestion 2017, le défaut d'autorisation préalable de la DNCMP sur le recours à la procédure d'Appel d'Offres Restreint comme le recommande l'article 35 du CMP (2009) et 38 du CMP (2017).

5.5.3. Procédures d'Appel d'Offres Ouvert (AOO)

L'échantillon des marchés passés par appel d'offres ouvert se présente comme suit par gestion budgétaire et par AC :

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Valeur	Volume	Valeur	Volume
1	COBLY	87 784 769	4	293 040 642	8
2	KEROU	27 495 288	2	292 533 238	14
3	NATITINGOU	96 732 342	7	232 435 337	15
4	PEHOUNCO	113 300 643	8	126 370 702	13
5	TOUCOUNTOUNA	109 381 982	7	205 597 313	10
6	BOUKOUMBE	365 103 290	19	105 021 222	5
7	KOUANDE	178 792 764	10	379 584 515	18
8	MATERI	499 397 284	7	81 914 400	4
9	TANGUIETA	649 790 970	9	17 089 300	4
10	BASSILA	172 120 444	16	376 298 201	15
11	COPARGO	32 756 800	1	197 195 715	6
12	DJOUGOU	103 051 241	5	381 253 874	12
13	OUAKE	534 071 663	8	110 740 963	5
14	ABOMEY CALAVI	1 012 257 676	24		
15	ALLADA	517 185 211	9	354 797 444	11
16	KPOMASSE	97 209 929	9	89 642 036	7
17	OUIDAH	54 506 137	3	399 002 726	16
18	SO AVA	228 382 367	9	366 522 731	7
19	TOFFO	169 312 046	9	295 407 348	15
20	TORI BOSSITO			231 272 184	7
21	ZE	36 169 187	5	192 310 848	11
22	COTONOU	2 225 883 575	15		
23	BANIKOARA	750 812 800	20	1 406 877 920	28
24	KANDI	58 969 437	3	370 092 298	13

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
25	KARIMAMA	111 525 654	13	151 834 473	7
26	SEGBANA	151 965 946	7	259 556 171	13
27	GOGOUNOU	225 584 097	11	382 220 308	8
28	MALANVILLE	1 007 561 472	12	306 670 460	10
29	NDALI	103 728 425	5	241 412 608	12
30	BEMBEREKE	281 239 352	9	315 434 892	12
31	KALALE	383 846 560	14	386 964 238	11
32	NIKKI	156 601 657	8	402 208 514	11
33	PARAKOU	168 521 277	4	294 294 548	4
34	PERERE	57 082 581	4	317 453 152	8
35	SINENDE	86 598 107	3	719 349 898	11
36	TCHAOUROU	406 910 947	16	377 071 589	17
37	DJAKOTOMEY	467 562 686	19	341 468 098	10
38	DOGBO	123 408 567	6	234 992 914	5
39	LALO	123 541 150	5	117 753 813	5
40	APLAHOUE	963 110 421	33	203 132 328	8
41	TOVIKLIN	294 218 964	15	171 851 385	13
42	KLOUEKANME	296 129 530	13	358 285 481	15
43	ATHIEME	248 779 229	12	171 540 895	13
44	COME	167 876 013	9	134 248 593	10
45	GRAND POPO	546 144 156	13	128 895 324	2
46	BOPA	152 284 846	6	320 044 989	12
47	HOUYOGBE	196 699 747	8	84 898 028	2
48	LOKOSSA	139 663 588	11	252 610 073	8
49	ADJARRA	115 056 094	5	234 948 552	8
50	ADJOHOUN	148 862 539	5	186 717 556	6
51	AGUEGUES	85 784 881	4	75 903 736	2

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
52	AKPRO MISSETERE	86 925 918	6	78 386 561	10
53	AVRANKOU	46 013 540	2	406 691 138	10
54	BONOU	197 121 378	11	60 977 647	2
55	DANGBO	268 725 785	12	167 751 410	6
56	PORTO NOVO			1 594 732 891	11
57	SEME PODJI	147 773 211	5	280 747 865	15
58	SAKETE	63 252 368	4	245 867 967	8
59	ADJA OUERE	99 969 572	5	475 768 384	17
60	POBE	218 814 149	6	385 585 338	14
61	BANTE	108 858 788	4	60 028 851	3
62	DASSA	17 685 573	1	280 694 124	5
63	GLAZOUE	237 241 596	6	253 134 617	10
64	SAVE	241 117 110	7	191 902 652	7
65	OUESSE	153 963 085	6	70 074 740	5
66	SAVALOU	173 656 617	10	231 733 146	10
67	ABOMEY	163 610 996	4	761 247 795	10
68	COVE	11 821 254	2	74 918 432	2
69	OUIHI	73 203 062	7	207 972 080	7
70	ZAGNANADO	43 719 785	2	62 549 779	2
71	AGBANGNIZOUN	66 356 396	3	74 172 150	3
72	BOHICON	157 410 873	6	541 249 312	11
73	DJIDJA	47 922 892	3	267 027 826	12
74	ZA KPOTA	87 267 722	8	244 445 487	11
75	ZOGBODOMEY	480 624 726	7	124 520 776	7
TOTAL		18 709 155 698	620	20 850 690 699	696

A l'issue de la revue des procédures d'appel d'offres ouvert, les constats relevés par le consultant se présentent comme suit:

- Le non-respect du délai minimum de publicité (conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi 2009) ;
- Plusieurs communes ne disposent pas des registres de l'ARMP pour la réception des offres. Cette situation ne permet pas au consultant de s'assurer de l'exactitude des dates et heures de dépôt des plis mentionnées dans les PV d'ouverture ;

- Non-conformité des dates d'ouverture prévues dans les DAO et celles précisées dans les PV d'ouverture sans preuve de report des dates d'ouverture (ce constat concerne la commune de Djakotomey);
- Les soumissionnaires non retenus ne sont pas systématiquement informés du rejet de leurs offres par la plupart des AC auditées. Pour celles qui le font, aucune preuve matérielle n'est communiquée au consultant ;
- Signature des marchés dans le délai légal d'attente. Ce constat concerne 15 communes. (;
- Le défaut de publication du PV d'attribution provisoire (article 84 du CMP) ;
- La signature et l'approbation de marchés après l'expiration du délai de validité des offres (ce constat est relatif à 20 communes) ;
- Le défaut de publication de l'avis d'attribution définitive (article 93 du CMP).

Des recommandations pertinentes ont été formulées par le consultant sur les insuffisances ci-dessus relevées dans le résumé du présent rapport.

5.5.4. Procédures de Demande de Cotation (DC)

N° d'ordre	Communes	AOO 2016		AOO 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
1	COBLY	18 071 364	4	11 272 065	1
2	KEROU	0	0	24 984 050	4
3	NATITINGOU	0	0	18 542 195	5
4	PEHOUNCO	10 862 063	5	0	0
5	TOUCOUNTOUNA	12 514 000	3	2 727 580	1
6	BOUKOUMBE	3 050 000	5	4 600 000	6
7	KOUANDE	19 732 452	10	67 939 950	22
8	MATERI	6 156 780	1	22 269 012	6
9	TANGUIETA	10 599 837	2	0	0
10	BASSILA	0		46 092 461	5
11	COPARGO	6 041 600	1	36 977 287	8
12	DJOUGOU	0		885 000	1
13	OUAKE	7 732 519	1	13 587 681	1
14	ABOMEY CALAVI	0	0	0	0
15	ALLADA	26 690 865	3	48 383 567	7
16	KPOMASSE	89 011 976	14	107 553 123	13
17	OUIDAH	35 189 496	5	42 557 968	16
18	SO AVA	10 387 877	3	81 410 083	7
19	TOFFO	74 639 935	12	3 469 200	3
20	TORI BOSSITO	39 497 693	7	36 719 511	6

**RAPPORT SYNTHESE D'AUDIT DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC PASSES PAR
DIFFERENTES COMMUNES DU BENIN AU TITRE DES GESTIONS BUDGETAIRES 2016-2017**

N° d'ordre	Communes	DC 2016		DC 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
21	ZE	38 039 850	5	49 876 835	9
22	COTONOU	562 234 380	32	0	0
23	BANIKOARA	64 318 961	10	85 694 061	15
24	KANDI	14 761 358	1	15 649 184	2
25	KARIMAMA	99 610 840	8	28 734 434	6
26	SEGBANA	50 879 518	3	0	0
27	GOGOUNOU	21 027 973	4	70 212 634	13
28	MALANVILLE	41 418 859	8	33 435 562	6
29	NDALI	2 975 075	1	0	0
30	BEMBEREKE	2 360 000	2	38 007 261	4
31	KALALE	59 772 220	5	90 101 304	9
32	NIKKI	13 281 280	4	26 070 816	4
33	PARAKOU	174 048 906	7	675 313 000	24
34	PERERE	34	2	51 531 242	4
35	SINENDE	28 480 298	2	11 969 250	4
36	TCHAUROU	0	0	10 270 720	2
37	DJAKOTOMEY	13 107 875	4	68 330 673	8
38	DOGBO	42 710 358	3	119 423 515	9
39	LALO	29 490 971	11	8 177 600	2
40	APLAHOU	0	0	0	0
41	TOVIKLIN	58 155 710	4	47 855 383	4
42	KLOUEKANME	85 734 193	8	31 535 611	2
43	ATHIEME	6 498 771	1	2 708 049	1
44	COME	42 083 872	16	60 354 610	16
45	GRAND POPO	32 742 491	8	6 591 000	1
46	BOPA	0	0	0	0
47	HOUYOGBE	83 762 208	7	31 083 413	4
48	LOKOSSA	27 566 702	6	28 990 002	6
49	ADJARRA	9 999 993	1	0	0
50	ADJOHOUN	10 330 000	2	6 738 623	1

N° d'ordre	Communes	Demande de Cotation 2016		Demande de Cotation 2017	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
51	AGUEGUES	48 875 171	4	78 526 424	9
52	AKPRO MISSERETE	16 999 316	2	124 103 514	5
53	AVRANKOU	14 491 462	1	0	0
54	BONOU	29 401 617	3	18 115 263	6
55	DANGBO	48 539 271	4	10 077 984	4
56	PORTO NOVO	121 306 935	7	0	0
57	SEME PODJI	0	0	22 559 290	5
58	KETOU	0	0	20 015 504	2
59	SAKETE	47 731 470	3	60 750 521	10
60	ADJA OUERE	13 865 590	2	129 292 484	12
61	POBE	30 727 026	4	7 351 034	7
62	BANTE	1 990 498	1	0	0
63	DASSA	25 664 191	3	65 432 442	7
64	GLAZOUE	11 000 000	2	0	0
65	SAVE	39 363 808	5	60 579 286	10
66	OUESSE	1 999 800	1	16 383 290	5
67	SAVALOU	0	0	6 911 090	1
68	ABOMEY	5 900 000	1	19 711 533	2
69	COVE	110 629 458	4	18 879 090	5
70	OUIHI	0	0	19 212 546	3
71	ZAGNANADO	0	0	71 648 676	6
72	AGBANGNIZOUN	44 251 738	5	24 713 332	7
73	BOHICON	33 492 000	3	15 480 345	5
74	DJIDJA	11 736 143	3	13 853 064	4
75	ZA KPOTA	2 420 257	1	28 529 797	5
76	ZOGBODOMEY	49 100 160	7	0	0
TOTAL		1 799 088 365	294	3 942 985 166	388

Constat 4

A l'issue de nos contrôles, le consultant a fait les constats suivants :

- la majorité des demandes de cotation ont fait l'objet de comparaison de trois dossiers de soumission au moins (conformément à l'article 8 du décret n°2011-479 du 08 juillet 2011);
- le défaut de mention de la durée de validité des offres dans la demande de cotation (ce constat est relatif à la commune de Bassila).
- La date d'ouverture des plis est non conforme à celle prévue dans le dossier de demande de cotation ;
- Signature des marchés après l'expiration du délai de validité des offres (ce constat concerne près de la moitié des AC auditées) ;
- La notification de l'attribution provisoire est antérieure à l'ANO de l'organe de contrôle sur l'attribution provisoire (commune de Grand POPO);

Toutefois, nous n'avons pas détecté des cas de fractionnement au niveau de ces AC.

5.5.5. Avenants

Au titre de la gestion 2016, l'audit a dénombré un seul avenant signé par la commune de Pobè pour une valeur de trente et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille trois cent vingt-six (31.996.326) F CFA.

Au titre de la gestion 2017, la mission a dénombré deux (02) avenants pour une valeur de vingt un millions trois cent cinquante-trois mille cinq cent trente-sept (21.353.537) F CFA.

N°	Communes	AVENANT	
		Volume	Valeur
1	TOUCOUNTOUNA	2	6 678 800
2	BOHICON	2	14 674 737
TOTAL		4	21 353 537

La revue de conformité des avenants audités révèle que l'ensemble des conditions (**Autorisation de l'avenant, clauses non susceptibles de modification, Montant de l'avenant dans la limite des 20%**) pour avoir recours à la procédure d'avenant ont été respectées (article 124 du CMP).

Les opinions émises sur la régularité ou non des procédures de passation des marchés par le consultant au terme de sa revue sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau n°12 : Opinions sur la régularité des procédures de passation

N° D'ORDRE	COMMUNES	EXERCICE 2016					EXERCICE 2017					JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE D'EXPRIMER UNE OPINION
		VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				
			Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion		Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion	
1	KETOU	RAPPORT DE CARENCE										
2	IFANGNI											
3	COBLY	8	7	1	0	0	9	6	0	3	0	Indisponibilité de nombreuses pièces justificatives
4	KEROU	2	2	0	0	0	18	9	3	6	0	
5	NATITINGOU	7	4	1	1	1	20	9	11	0	0	
6	PEHUNCO	13	7	4	2	0	13	4	9	0	0	
7	TOUCOUNTOUNA	10	4	3	3	0	13	7	5	1	0	
8	BOUKOMBE	24	3	9	9	3	11	0	9	2	0	
9	KOUANDE	20	5	6	9	0	40	21	15	4	0	
10	MATERI	9	3	4	0	2	8	6	2	0	0	
11	TANGUIETA	11	0	4	2	5	4	4	0	0	0	
12	BASSILA	16	10	0	4	2	19	16	2	0	1	
13	COPARGO	2	0	2	0	0	15	3	7	0	5	
14	DJOUGOU	5	0	5	0	0	13	6	6	0	1	

N° D'ORDRE	COMMUNES	EXERCICE 2016					EXERCICE 2017					JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE D'EXPRIMER UNE OPINION
		VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				
			Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion		Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion	
15	OUAKE	9	3	5	0	1	6	0	6	0	0	Indisponibilité de nombreuses pièces justificatives
16	CALAVI	6	0	6	0	0	18	0	17	1	0	
17	ALLADA	10	4	1	1	4	17	8	8	0	1	
18	KPOMASSE	20	14	4	0	2	17	10	2	5	0	
19	OUIDAH	8	1	6	1	0	29	16	10	0	3	
20	SO-AVA	12	7	5	0	0	14	12	2	0	0	
21	TOFFO	23	21	2	0	0	22	16	5	0	1	
22	TORI	7	0	6	1	0	9	0	0	9	0	
23	ZE	8	3	5	0	0	9	1	6	0	2	
24	COTONOU	32	4	10	12	6	0	0	0	0	0	
25	BANIKOARA	30	27	3	0	0	44	43	0	0	1	
26	KANDI	4	2	1	0	1	15	13	1	1	0	
27	KARIMAMA	13	8	2	0	3	13	13	0	0	0	
28	SEGBANA	10	9	1	0	0	13	13	0	0	0	
29	GOGOUNOU	15	9	0	2	4	21	17	1	3	0	
30	MALANVILLE	20	7	4	6	3	16	9	3	2	2	
31	N'DALI	6	2	1	0	3	12	4	2	0	6	
32	BEMBEREKE	11	3	6	0	2	16	14	1	0	1	

N° D'ORDRE	COMMUNES	EXERCICE 2016					EXERCICE 2017					JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE D'EXPRIMER UNE OPINION
		VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				
			Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion		Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion	
33	KALALE	19	15	2	0	2	22	21	1	0	0	Indisponibilité de nombreuses pièces justificatives
34	NIKKI	12	11	1	0	0	15	10	5	0	0	
35	PARAKOU	11	10	0	0	1	28	26	0	0	2	
36	PERERE	6	4	1	0	1	12	12	0	0	0	
37	SINENDE	5	5	0	0	0	15	14	1	0	0	
38	TCHAUROU	16	16	0	0	0	19	15	3	0	1	
39	ATHIEME	14	13	0	1	0	14	14	0	0	0	
40	COME	25	1	5	0	19	26	0	0	1	25	
41	GRAND POPO	23	21	1	0	1	5	3	2	0	0	
42	BOPA	6	4	1	1	0	12	2	8	2	0	
43	HOUEYOGBE	15	10	5	0	0	6	6	0	0	0	
44	LOKOSSA	17	9	8	0	0	14	12	2	0	0	
45	DJAKOTOMEY	23	13	9	1	0	18	15	0	3	0	
46	DOGBO	11	8	3	0	0	14	13	0	0	1	
47	LALO	17	17	0	0	0	10	5	0	0	5	
48	APLAHOU	33	1	11	21	0	8	1	2	0	5	
49	TOVIKLIN	22	12	6	0	4	19	19	0	0	0	
50	KLOUEKANME	21	11	1	9	0	17	17	0	0	0	
51	ADJARRA	8	2	4	1	1	8	2	0	5	1	
52	ADJOHOUN	7	1	4	2	0	7	2	1	3	1	

N° D'ORDRE	COMMUNES	EXERCICE 2016					EXERCICE 2017					JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE D'EXPRIMER UNE OPINION
		VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				
			Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion		Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion	
53	AGUEGUES	12	1	5	6	0	11	11	0	0	0	Indisponibilité de nombreuses pièces justificatives
54	AKPRO MISSRETE	9	1	7	0	1	15	10	0	4	1	
55	AVRANKOU	3	2	0	0	1	10	0	2	4	4	
56	BONOU	14	0	12	1	1	5	0	3	1	1	
57	DANGBO	16	7	1	7	1	9	4	1	1	3	
58	PORTO NOVO	7	0	0	5	2	11	1	4	6	0	
59	SEME PODJI	0	0	0	0	0	17	1	15	0	1	
60	SAKETE	7	1	0	0	6	16	3	5	0	8	
61	ADJA-OUERE	9	4	1	1	3	29	14	1	3	11	
62	POBE	11	0	3	7	1	16	1	6	4	5	
63	ABOMEY	5	4	1	0	0	10	3	7	0	0	
64	COVE	6	6	0	0	0	4	2	2	0	0	
65	OUINHI	7	6	1	0	0	12	9	3	0	0	
66	ZAGNANADO	2	2	0	0	0	5	5	0	0	0	

N° D'ORDRE	COMMUNES	EXERCICE 2016					EXERCICE 2017					JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE D'EXPRIMER UNE OPINION
		VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				VOLUME DE MARCHES AUDITES	OPINIONS SUR LA PROCEDURE				
			Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion		Régulière/ Régulière sous réserve	Irrégulière	Marché nul	Impossibilité d'exprimer une opinion	
67	AGBANGNIZOUN	8	2	0	6	0	9	4	4	1	0	Indisponibilité de nombreuses pièces justificatives
68	BOHICON	9	5	2	0	2	20	19	0	0	1	
69	DJIDJA	6	1	2	2	1	17	11	3	2	1	
70	ZA-KPOTA	9	1	0	8	0	15	10	1	4	0	
71	ZOGBODOMEY	14	12	2	0	0	12	11	1	0	0	
72	BANTE	4	2	2	0	0	4	1	2	0	1	
73	DASSA	11	0	7	4	0	13	0	5	8	0	
74	GLAZOUE	8	6	0	0	2	10	4	6	0	0	
75	SAVE	12	8	4	0	0	17	8	9	0	0	
76	OUESSE	7	5	2	0	0	10	5	5	0	0	
77	SAVALOU	10	7	3	0	0	11	10	1	0	0	
TOTAL GENERAL		888	436	224	136	92	1071	636	244	89	102	

5.6. CONSTATS SUR LES PLAINTES ENREGISTREES PAR L'AC

✓ Gestion budgétaire 2016

N° d'ordre	Communes	Nombre de plaintes (Existence)	Traitement par l'AC	Traitement par l'ARMP	Dégré de mise en application (efficacité)	Observation
1	Malanville	2	OK	OK	Le consultant ne dispose d'aucun document ou d'aucune piste pour apprécier le degré de mise en application des décisions de l'ARMP. A moins de considérer que toutes décisions de l'ARMP serait systématiquement exécutoire sous peine de sanction	Irrecevabilité des recours pour vice de forme
2	Bonou	3	OK	OK		Annulation et reprise des procédures querellées
3	Adjarra	2	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du contentieux de l'exécution
4	Grand Popo	1	OK	OK		Levée de la suspension et poursuite de la procédure
5	Tori	1	OK	OK		Arrêt et reprise de la procédure querellée
OK = Test satisfaisant						
KO = Test non satisfaisant						

✓ Gestion budgétaire 2017

N° d'ordre	Autorité Contractantes	Nombre de plaintes (existence)	Traitement par l'AC	Traitement par l'ARMP	Dégré de mise en application (efficacité)	Observation
1	AGUEGUES	1	OK	OK	Le consultant ne dispose d'aucun document ou d'aucune piste pour apprécier le degré de mise en application des décisions de l'ARMP. A moins de considérer que toutes décisions de l'ARMP serait systématiquement exécutoire sous peine de sanction	Levée de la suspension et poursuite de la procédure
2	ABOMEY	1	OK	OK		Plainte irrecevable
3	PEHUNCO	1	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
4	SAVALOU	1	OK	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
5	BANTE	1	N/A	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
6	KALALE	1	N/A	OK		Incompétence de l'ARMP pour connaître du recours
7	DJIDJA	1	N/A	OK		Dénonciation non fondée, poursuite de la procédure
8	KANDI	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
9	ABOMEY-CALAVI	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
10	PORTO NOVO	1	OK	OK		Recours non fondé, poursuite de la procédure
OK = Test satisfaisant						

VI. CONSTATS SUR L'ETAT D'EXECUTION FINANCIERE

Par courriers, le consultant a adressé aux différentes AC la liste des pièces de règlement en vue de l'appréciation de l'exécution financière des marchés publics.

Tableau n°13: Tableau synthétique des constats sur l'exécution financière des marchés

N°	Communes	Observations
1	HOUYOGBE	Pour ces communes, la mission n'a pas relevé des irrégularités au niveau de l'exécution financière des marchés.
2	AGUEGUES	
3	ZAGNANADO	
4	BOHICON	
5	ZA-KPOTA	
6	ZOGBODOMEY	
7	DASSA	
8	COBLY	Non respect des délais d'exécution contractuels pour certains marchés sans aucune preuve de prorogation desdits délais. Défaut d'application de pénalités de retard pourtant prévues dans les contrats.
9	KEROU	
10	NATITINGOU	
11	PEHUNCO	
12	TOUCOUNTOUNA	
13	BOUKOMBE	
14	KOUANDE	
15	MATERI	
16	TANGUIETA	
17	BASSILA	
18	COPARGO	
19	DJOUGOU	
20	OUAKE	
21	BANIKOARA	
22	KANDI	
23	KARIMAMA	
24	SEGBANA	
25	GOGOUNOU	

N°	Communes	Observations
26	MALANVILLE	Non respect des délais d'exécution contractuels pour certains marchés sans aucune preuve de prorogation desdits délais. Défaut d'application de pénalités de retard pourtant prévues dans les contrats.
27	N'DALI	
28	BEMBEREKE	
29	KALALE	
30	NIKKI	
31	PARAKOU	
32	PERERE	
33	SINENDE	
34	TCHAOUROU	
35	ATHIEME	
36	GRAND POPO	
37	BOPA	
38	LOKOSSA	
39	DJAKOTOMEY	
40	DOGBO	
41	LALO	
42	TOVIKLIN	
43	KLOUEKANME	
44	SAKETE	
45	ADJA-OUERE	
46	ABOMEY	
47	COVE	
48	OUINHI	
49	AGBANGNIZOUN	
50	DJIDJA	
51	GLAZOUE	
52	SAVE	
53	OUESSE	
54	SAVALOU	

N°	Communes	Observations
55	KPOMASSE	Palement effectué pour certains marchés sans la preuve de réception des travaux. Non respect des délais d'exécution contractuels pour certains marchés sans aucune de prorogation desdits délais. Défaut d'application de pénalités de retard pourtant prévues dans les contrats.
56	CALAVI	
57	ALLADA	Les mandats de paiements ainsi que les autres pièces justificatives relatives à l'exécution financière n'ont pas été communiqués au consultant.
58	OUIDAH	
59	SO-AVA	
60	TOFFO	
61	TORI	
62	ZE	
63	COTONOU	
64	APLAHOUÉ	
65	ADJARRA	
66	ADJOHOUN	
67	AKPRO MISSRETE	
68	AVRANKOU	
69	BONOU	
70	DANGBO	
71	PORTO NOVO	
72	SEME PODJI	
73	BANTE	
74	COME	
75	POBE	
76	KETOU	Un rapport de carence a été émis pour ces communes en raison du défaut de communication des pièces.
77	IFANGNI	

Commentaire :

Il relève du tableau ci-dessus que 27% (21 AC sur 77) n'ont pas communiqué les pièces relatives à l'exécution financière.

VII. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES AC

7.1. DEFINITION DU BAREME DES CRITERES D'APPRECIATION DE LA PERFORMANCE DES AUTORITES CONTRACTANTES

La démarche de définition du barème des critères retenus pour l'appréciation de la performance des autorités contractantes est la même que pour la revue de conformité des procédures de passation et celle de l'exécution financière des marchés.

❖ Annotation des critères pour l'évaluation de la performance de la mise en place des organes de passation et de contrôle des marchés publics

Le système de notation est constitué de la note 1 ou 0 pour chaque critère retenu et est présenté comme ci-après :

- une note de 1 indique que le test est satisfaisant, c'est-à-dire que la pièce requise est disponible et est conforme aux exigences réglementaires en vigueur ;
- une note de 0 signifie que le test est non satisfaisant, c'est-à-dire que la pièce requise n'est pas disponible.

La note attribuée à chaque critère est un chiffre entier (0 ou 1). Aucun nombre décimal ne sera utilisé dans la notation des critères.

❖ Annotation des critères pour l'évaluation de la performance de la conformité des procédures de passation des marchés

Le système de notation est basé sur le taux de non-conformité observé au niveau de chaque critère défini. En effet, pour chaque critère, il est déterminé sur la base de la revue, le nombre de non-conformités observées. Ce nombre est ensuite rapporté au volume de marchés audités (ou d'informations traitées selon le cas) pour obtenir le taux de non-conformité qui constitue la note obtenue par le critère considéré.

Ainsi, la note à attribuer à chaque critère est comprise entre 0% et 100%.

❖ Annotation des critères pour l'évaluation de la performance de la régularité de l'exécution financière des marchés

Le système de notation à ce niveau est identique à celle de la revue de conformité des procédures de passation des marchés.

7.2. RÈGLES DE DÉCISION ET JUSTIFICATION DE LA CONCLUSION DE L'AUDITEUR

❖ Conclusion pour l'évaluation de la performance de la mise en place des organes de passation et de contrôle des marchés publics

La matrice des conclusions possibles se présente comme suit :

Tranches de moyennes	Type de conclusion du consultant	Libellé de la conclusion
0,80 à 1	« Mise en place parfaite des organes de passation et de contrôle des marchés publics »	L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies dans la mise en place des organes conformément au Code des marchés publics en vigueur
0,50 à 0,79	« Mise en place satisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics »	L'autorité contractante présente d'anomalies mineures dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur
0,30 à 0,49	« Mise en place insatisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics »	L'autorité contractante présente d'anomalies significatives dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur
0 à 0,29	« Mise en place défectueuse des organes de passation et de contrôle des marchés publics »	L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions du Code des marchés publics en vigueur en matière de mise en place des organes

❖ Conclusion pour l'évaluation de la performance de la conformité des procédures de passation des marchés

Il est à souligner que le niveau d'exhaustivité des pièces (dont le taux est déterminé et communiqué dans le présent rapport) est un élément déterminant de la performance des AC. **Pour ce faire, le taux moyen de non-conformité théorique initialement déterminé est rapporté au taux d'exhaustivité pour obtenir le taux de non-conformité effectif.**

La matrice des conclusions possibles se présente comme suit :

Tranches de taux de non-conformité	Type de conclusion du consultant	Libellé de la conclusion
Taux inférieur à 10%	"Performance élevée "	L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière de passation et de contrôle de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.
Taux compris entre 10% et 30% (10% inclus, 30% exclus)	"Performance Satisfaisante "	L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées.
Taux compris entre 30% et 50% (30% inclus, 50% exclus)	"Performance Moyenne "	L'autorité contractante n'a pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées.
Taux supérieur ou égal à 50%	"Performance Insatisfaisante "	L'autorité contractante ne s'est pas du tout conformée aux dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées.

❖ Conclusion pour l'évaluation de la performance de la régularité de l'exécution financière des marchés

La précision apportée sur le taux d'exhaustivité au niveau de la revue de conformité des procédures de passation des marchés est valable ici également.

La matrice des conclusions possibles se présente ainsi qu'il suit :

Tranches de taux de non-conformité	Type de conclusion du consultant	Libellé de la conclusion
Taux inférieur à 10%	"Performance élevée "	L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière d'exécution de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.

Taux compris entre 10% et 30% (10% inclus, 30% exclus)	" Performance Satisfaisante "	L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière d'exécution des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées.
Taux compris entre 30% et 50% (30% inclus, 50% exclus)	" Performance Moyenne "	L'autorité contractante n'a pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées.
Taux supérieur ou égal à 50%	" Performance Insatisfaisante "	L'autorité contractante ne s'est pas du tout conformée aux dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées.

7.3. APPRECIATION DE LA PERFORMANCE LIEE A LA MISE EN PLACE DES ORGANES DE PASSATION ET DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS

L'analyse de la performance liée à la mise en place des organes au niveau de toutes les autorités contractantes se présente comme suit:

Tableau n°14 : performance liée à la mise en place des organes de passation et de contrôle

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
1	COBLY	1,00	Mise en place parfaite des organes de passation et de contrôle des marchés publics. Les communes ci-contre ne présentent pas d'anomalies dans la mise en place des organes conformément au Code des marchés publics en vigueur
2	KEROU	1,00	
3	PEHUNCO	1,00	
4	TOUCOUNTOUNA	1,00	
5	BOUKOMBE	0,80	
6	KOUANDE	0,80	
7	BASSILA	1,00	
8	DJOUGOU	1,00	
9	OUAKE	1,00	
10	CALAVI	0,83	
11	SO-AVA	0,83	
12	BANIKOARA	1,00	
13	KANDI	0,80	
14	GOGOUNOU	0,80	
15	MALANVILLE	0,80	
16	N'DALI	1,00	
17	BEMBEREKE	1,00	
18	KALALE	1,00	
19	NIKKI	1,00	
20	PARAKOU	1,00	
21	SINENDE	1,00	
22	TCHAOUROU	0,80	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
23	ATHIEME	1,00	Mise en place parfaite des organes de passation et de contrôle des marchés publics. Les communes ci-contre ne présentent pas d'anomalies dans la mise en place des organes conformément au Code des marchés publics en vigueur
24	COME	1,00	
25	GRAND POPO	1,00	
26	BOPA	1,00	
27	HOUYOGBE	1,00	
28	LOKOSSA	1,00	
29	DJAKOTOMEY	1,00	
30	DOGBO	1,00	
31	LALO	1,00	
32	APLAHOUE	1,00	
33	TOVIKLIN	1,00	
34	KLOUEKANME	1,00	
35	ABOMEY	1,00	
36	COVE	1,00	
37	OUIHI	1,00	
38	ZAGNANADO	1,00	
39	AGBANGNIZOUN	0,80	
40	BOHICON	0,80	
41	ZA-KPOTA	0,80	
42	ZOGBODOMEY	0,80	
43	DASSA	0,80	
44	SAVALOU	0,80	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
45	NATITINGOU	0,75	Mise en place satisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics. Les autorités contractantes présentent d'anomalies mineures dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur.
46	TANGUIETA	0,50	
47	COPARGO	0,50	
48	OUIDAH	0,67	
49	TOFFO	0,67	
50	KARIMAMA	0,75	
51	SEGBANA	0,75	
52	PERERE	0,75	
53	AKPRO MISSRETE	0,60	
54	PORTO NOVO	0,60	
55	ADJA-OUERE	0,75	
56	POBE	0,50	
57	DJIDJA	0,60	
58	GLAZOUE	0,60	
59	SAVE	0,60	
60	OUESSE	0,60	
61	MATERI	0,40	Mise en place insatisfaisante des organes de passation et de contrôle des marchés publics. Les autorités contractantes présentent d'anomalies significatives dans la mise en place des organes au regard du Code des marchés publics en vigueur
62	BANTE	0,40	
63	ZE	0,00	Mise en place défaillante des organes de passation et de contrôle des marchés publics. L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions du Code des marchés publics en vigueur en matière de mise en place des organes

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
64	ALLADA	Aucun acte de désignation des membres des organes de passation et de contrôle n'a été communiqué aux auditeurs.	
65	KPOMASSE		
66	TORI		
67	COTONOU		
68	ADJARRA		
69	ADJOHOUN		
70	AGUEGUES		
71	AVRANKOU		
72	BONOU		
73	DANGBO		
74	SEME PODJI		
75	SAKETE		
76	KETOU	N/A	un rapport de carence a été émis pour ces communes en raison du défaut de communication des pièces.
77	IFANGNI	N/A	

NB : Les diligences mises en œuvre afin de déterminer le taux de performance liée à la mise en place des organes par AC sont indiquées en annexe 6.

7.4. APPRÉCIATION DE LA PERFORMANCE LIÉE À LA CONFORMITÉ DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS

L'analyse de la performance des AC du point de vue de la conformité des procédures de passation se présente comme suit :

Tableau n°15 : Performance liée à la revue de conformité des procédures de passation

- Gestion budgétaire 2016

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
1	BANIKOARA	3,00%	Nous notons une Performance élevée . Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière de passation et de contrôle de marchés publics en vigueur sur la période sous revue
2	KALALE	08,82%	
3	SINENDE	07,56%	
4	HOUEYOGBE	7,81%	
5	LOKOSSA	7,89%	
6	DJAKOTOMEY	8,65%	
7	LALO	7,70%	
8	TOVIKLIN	7,14%	
9	KLOUEKANME	9,78%	
10	ABOMEY	9,09%	
11	COVE	9,47%	
12	OUIHNI	9,41%	
13	ZAGNANADO	9,20%	
14	COBLY	11,16%	Nous pouvons dire qu'il y a une performance satisfaisante . L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées.
15	KEROU	10,66%	
16	NATITINGOU	20,15%	
17	PEHUNCO	18,46%	
18	BOUKOMBE	24,00%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
19	KOUANDE	18,00%	Nous pouvons dire qu'il y a une performance satisfaisante. L'autorité contractante ne présente pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées.
20	MATERI	22,00%	
21	CALAVI	12,00%	
22	SO-AVA	21,11%	
23	TOFFO	21,37%	
24	KANDI	13,00%	
25	KARIMAMA	18,23%	
26	SEGBANA	17,15%	
27	GOGOUNOU	20,00%	
28	MALANVILLE	16,00%	
29	N'DALI	18,12%	
30	BEMBEREKE	13,63%	
31	NIKKI	12,32%	
32	PARAKOU	11,52%	
33	PERERE	15,32%	
34	TCHAOUROU	12,00%	
35	ATHIEME	14,29%	
36	GRAND POPO	16,36%	
37	BOPA	11,35%	
38	DOGBO	11,58%	
39	AKPRO MISSRETE	20,01%	
40	AVRANKOU	22,00%	
41	BONOU	24,00%	
42	DANGBO	19,56%	
43	PORTO NOVO	23,00%	
44	POBE	29,87%	
45	AGBANGNIZOUN	26,00%	
46	BOHICON	12%.	
47	ZA-KPOTA	24,00%	
48	ZOGBODOMEY	12%.	
49	BANTE	29,00%	
50	GLAZOUE	16,00%	
51	SAVE	10,00%	
52	OUESSE	14,00%	
53	SAVALOU	15,00%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
54	TOUCOUNTOUNA	32,89%	Nous notons une performance moyenne . Les autorités contractantes n'ont pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées.
55	BASSILA	42,05%	
56	COPARGO	41,36%	
57	DJOUGOU	40,71%	
58	OUAKE	31,19%	
59	ALLADA	32,00%.	
60	KPOMASSE	35,68%	
61	OUIDAH	47,76%	
62	TORI	38,40%	
63	ZE	31,08%	
64	COTONOU	39,54%.	
65	APLAHOUE	34,84%	
66	ADJARRA	35,94%.	
67	ADJA-OUERE	46,10%	
68	DJIDJA	46,00%	
69	DASSA	30,00%	
70	TANGUIETA	72,00%	Nous notons une performance Insatisfaisante . Les autorités contractantes ne se sont pas du tout conformées aux dispositions de fond et de forme en matière de passation et de contrôle de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées
71	COME	118,61%	
72	ADJOHOUN	85,29%	
73	AGUEGUES	61,00%	
74	SAKETE	71,00%	
75	KETOU	N/A	un rapport de carence a été émis pour ces communes en raison du défaut de communication des pièces.
76	IFANGNI	N/A	
77	SEME PODJI	Au titre de la gestion 2016, aucune pièce n'a été communiquée aux auditeurs.	

- Gestion budgétaire 2017

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
1	BOUKOMBE	7%	Pour ces communes, nous pouvons noter une performance élevée . Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière de passation et de contrôle de marchés publics en vigueur sur la période sous revue
2	BANIKOARA	2%	
3	MALANVILLE	6%	
4	KALALE	9%	
5	PARAKOU	9,28%.	
6	PERERE	8%	
7	SINENDE	8%	
8	ATHIEME	7%	
9	GRAND POPO	7%	
10	BOPA	9%	
11	HOUYOGBE	8%	
12	LOKOSSA	8%	
13	TOVIKLIN	7%	
14	KLOUEKANME	9%	
15	ZAGNANADO	9%	
16	COBLY	15,68%.	Nous notons une performance satisfaisante . Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées
17	KEROU	23%	
18	TOUCOUNTOUNA	19%	
19	KOUANDE	13%	
20	MATERI	20%	
21	BASSILA	23%	
22	CALAVI	15,42%.	
23	OUIDAH	16,53%.	
24	SO-AVA	27%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
24	SO-AVA	27%	Nous notons une performance satisfaisante. Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics malgré quelques insuffisances identifiées
25	TOFFO	20%	
26	KANDI	16%	
27	KARIMAMA	14%	
28	SEGBANA	13%	
29	GOGOUNOU	17%	
30	N'DALI	25%	
31	NIKKI	13%	
32	TCHAUROU	15%	
33	DJAKOTOMEY	10%	
34	DOGBO	18%	
35	LALO	16%	
36	APLAHOU	27%	
37	ADJARRA	22%	
38	AGUEGUES	14%	
39	AKPRO MISSRETE	16%	
40	BONOU	28%	
41	DANGBO	20%	
42	ABOMEY	20%	
43	COVE	17%	
44	OUIHI	11%	
45	AGBANGNIZOUN	18%	
46	BOHICON	11%	
47	DJIDJA	23%	
48	ZA-KPOTA	17%	
49	ZOGBODOMEY	12%	
50	GLAZOUE	18%	
51	SAVE	14%	
52	OUESSE	15%	
53	SAVALOU	10%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
54	NATITINGOU	32%	Nous notons une Performance moyenne. Les autorités contractantes n'ont pas respecté certaines dispositions de forme et de fond du Code en matière de passation et de contrôle des marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées.
55	PEHUNCO	31%	
56	COPARGO	30%	
57	DJOUGOU	42%	
58	OUAKE	32%	
59	ALLADA	44%	
60	KPOMASSE	41%	
61	ZE	48%	
62	BONOU	28%	
63	PORTO NOVO	36%	
64	SEME PODJI	31%	
65	ADJA-OUERE	32%	
66	POBE	43%	
67	BANTE	32%	
68	DASSA	31%	
69	TANGUIETA	73%	Nous notons une performance Insatisfaisante. L'autorité contractante ne s'est pas du tout conformée aux dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées
70	TORI	72,67%.	
71	ADJOHOUN	160%	
72	AVRANKOU	50%	
73	SAKETE	60,68 %.	
74	KETOU	N/A	un rapport de carence a été émis pour ces communes en raison du défaut de communication des pièces.
75	IFANGNI	N/A	
76	COTONOU	N/A	Aucune documentation n'a été communiquée par la Commune de Cotonou sur l'échantillon de l'exercice 2017 ; ce qui a limité nos diligences à ce niveau
77	COME	N/A	En raison du nombre élevé de documents non communiqués, nous n'avons pas pu apprécier la performance de la conformité des procédures de passation des marchés au niveau de l'AC.

NB : Les diligences mises en œuvre afin de déterminer le taux de performance liée à la conformité des procédures de passation par AC sont indiquées en annexe 7.

7.5. APPRÉCIATION DE LA PERFORMANCE LIÉE À LA CONFORMITÉ DE L'EXÉCUTION FINANCIÈRE

L'analyse de la performance des AC du point de vue de l'exécution financière se présente comme suit :

Tableau n°16 : Performance liée à la revue de conformité de l'exécution financière

- Gestion budgétaire 2016

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
1	COBLY	4,17%.	Nous notons une performance élevée. Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière d'exécution de marchés publics en vigueur sur la période sous revue.
2	NATITINGOU	7,00%	
3	PEHUNCO	8,00%	
4	CALAVI	8,00%	
5	KPOMASSE	9,34%.	
6	BANIKOARA	3,00%	
7	KANDI	0,00%	
8	KARIMAMA	0,00%	
9	SEGBANA	3,00%	
10	N'DALI	8.33%.	
11	BEMBEREKE	6,82%	
12	KALALE	2,63%.	
13	NIKKI	4,17%.	
14	PARAKOU	2,27%.	
15	SINENDE	0,00%	
16	TCHAOUROU	4,00%	
17	ABOMEY	4,00%	
18	OUIHI	0,00%	
19	ZAGNANADO	0,00%	
20	BOHICON	0,00%	
21	DJIDJA	9,00%	
22	ZA-KPOTA	0,00%	
23	ZOGBODOMEY	0,00%	
24	DASSA	0,00%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
25	KEROU	16,67%	Nous notons une performance satisfaisante. Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code des marchés publics en matière d'exécution malgré quelques insuffisances identifiées
26	TOUCOUNTOUNA	22,00%	
27	KOUANDE	27,00%	
28	BASSILA	12,50%	
29	OUAKE	20,00%	
30	GOGOUNOU	13,00%	
31	MALANVILLE	15,00%	
32	PERERE	11,00%	
33	COVE	20,00%	
34	GLAZOUE	13,00%	
35	SAVE	17,00%	
36	OUESSE	14,00%	
37	SAVALOU	20,00%	Nous notons une performance moyenne. Les autorités contractantes n'ont pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées.
38	BOUKOMBE	46,00%	
39	TANGUIETA	40,00%	
40	COPARGO	42,00%	
41	DJOUGOU	44,00%	
42	SAKETE	34,82%	Nous notons une performance insatisfaisante. Les autorités contractantes n'ont pas respecté les dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées
43	MATERI	50,00%	
44	AGUEGUES	139,24%	
45	ADJA-OUERE	107,67%	
46	AGBANGNIZOUN	80,00%	Aucune pièce de règlement n'a été communiquée au cabinet
47	COTONOU		
48	DANGBO		
49	ALLADA		

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
50	OUIDAH	En raison de l'indisponibilité des preuves de règlement, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la performance liée à l'exécution financière des marchés	
51	SO-AVA		
52	TOFFO		
53	TORI		
54	ZE		
55	ATHIEME		
56	COME		
57	GRAND POPO		
58	BOPA		
59	HOUÉYOGBE		
60	LOKOSSA		
61	DJAKOTOMEY		
62	DOGBO		
63	LALO		
64	APLAHOUE		
65	TOVIKLIN		
66	KLOUEKANME		
67	ADJARRA		
68	ADJOHOUN		
69	AKPRO MISSRETE		
70	AVRANKOU		
71	BONOU		
72	PORTO NOVO		
73	SEME PODJI		
74	POBE		
75	BANTE		
76	IFANGNI	Un rapport de carence a été émis pour défaut de communication de toutes les pièces	
77	KETOU		

- Gestion budgétaire 2017

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
1	COBLY	7,41%	Nous notons une performance élevée . Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies tant sur la forme que sur le fond vis-à-vis des dispositions du Code en matière d'exécution de marchés publics en vigueur sur la période sous revue
2	KEROU	8,33%	
3	NATITINGOU	7,00%	
4	PEHUNCO	8,00%	
5	BASSILA	0,00%	
6	CALAVI	8,00%	
7	KPOMASSE	8,42%	
8	BANIKOARA	2,00%	
9	KARIMAMA	0,00%	
10	SEGBANA	4,00%	
11	N'DALI	8,33%	
12	BEMBEREKE	3,13%	
13	KALALE	3,41%	
14	NIKKI	3,00%	
15	PARAKOU	2,00%	
16	SINENDE	4,00%	
17	TCHAOUROU	7,00%	
18	ATHIEME	7,14%	
19	ABOMEY	3,00%	
20	OUIHI	8,00%	
21	ZAGNANADO	0,00%	
22	BOHICON	0,00%	
23	DJIDJA	9,00%	
24	ZA-KPOTA	0,00%	
25	ZOGBODOMEY	0,00%	
26	DASSA	0,00%	
27	TOUCOUNTOUNA	22%	Nous notons une performance satisfaisante . Les autorités contractantes ne présentent pas d'anomalies significatives vis-à-vis des dispositions de forme et de fond du Code en matière d'exécution malgré quelques insuffisances identifiées
28	KOUANDE	27%	
29	OUAKE	20%	
30	KANDI	13%	
31	GOGOUNOU	14%	
32	MALANVILLE	13%	
33	PERERE	11%	
34	COVE	17%	
35	GLAZOUE	10%	
36	SAVE	12%	
37	OUESSE	10%	
38	SAVALOU	18%	

N°	Communes	Taux de non-conformité/Niveau de performance	Observations
39	BOUKOMBE	46%	Nous notons une performance moyenne . Les autorités contractantes n'ont pas respecté certaines dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances non négligeables constatées
40	COPARGO	42%	
41	DJOUGOU	44%	
42	TANGUIETA	40%	
43	MATERI	50%	Nous notons une Performance Insatisfaisante . Les autorités contractantes ne se sont pas du tout conformées aux dispositions de fond et de forme en matière d'exécution de marchés publics en raison des insuffisances graves constatées
44	AGUEGUES	139%	
45	SAKETE	61%	
46	ADJA-OUERE	147%	
47	AGBANGNIZOUN	80%	
48	KETOU	N/A	Un rapport de carence a été émis pour ces communes en raison du défaut de communication des pièces.
49	IFANGNI	N/A	
50	ALLADA	N/A	En raison de l'indisponibilité des preuves de règlement, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la performance liée à l'exécution financière des marchés
51	OUIDAH	N/A	
52	SO-AVA	N/A	
53	TOFFO	N/A	
54	TORI	N/A	
55	ZE	N/A	
56	COTONOU	N/A	
57	COME	N/A	
58	GRAND POPO	N/A	
59	BOPA	N/A	
60	HOUEYOGBE	N/A	
61	LOKOSSA	N/A	
62	DJAKOTOMEY	N/A	
63	DOGBO	N/A	
64	LALO	N/A	
65	APLAHOUÉ	N/A	
66	TOVIKLIN	N/A	
67	KLOUEKANME	N/A	
68	ADJARRA	N/A	
69	ADJOHOUN	N/A	
70	AKPRO MISSRETE	N/A	
71	AVRANKOU	N/A	
72	BONOU	N/A	
73	DANGBO	N/A	
74	PORTO NOVO	N/A	
75	SEME PODJI	N/A	
76	POBE	N/A	
77	BANTE	N/A	

NB : Les diligences mises en œuvre afin de déterminer la performance liée à la revue de conformité de l'exécution financière par AC sont indiquées en annexe 8.

VIII. ANNEXES

- Liste des personnes rencontrées (annexe 1)
- Fiche de renseignements et de conformité des délais (annexe 2)
- Fiche de conformité des procédures de passation des marchés publics (annexe 3)
- Fiche de contrôle des recours aux procédures dérogatoires (annexe 4)
- Fiche d'appréciation de la pertinence des plaintes (annexe 5)
- Indicateurs/ Performance liée à la mise en place des organes de passation et de contrôle (annexe 6)
- Indicateurs/ Performance liée à la revue de conformité des procédures de passation (annexe 7)
- Indicateurs/ Performance liée à l'exécution financière (annexe 8)

ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

AUTORITÉS CONTRACTANTES

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
1	ABOMEY	GANSE C. Wenceslas	SPRPM
2	ABOMEY-CALAVI	KINSIKLOUNON Sébastien	SG
		CHABI D. Imorou Abibatou	RP
		HOUNHOUI G. César	DDLAE
		DOSSOU-YOVO Ferdinand	DAJ
		MEVO Elie	DRFM
		MEGNINOU Dieu-donné	DST
		SOGLO K. Bernadette	DRH
		HOUSSINON Boris	SPMP
		KOUTCHORO André	SA/PRMP
		SITHON Antoine	CM/AEF-c
3	ADJARRA	HOUNVOU Olivier	C/CCMP
		PADONOU V. Casimir	REHA
		HOUGNI S. Gilbert	SG
		AGNIDE Faray	Rpt C/ST
		AVODE G. Auguste	C/SE
4	ADJOHOUN	GOUTON A. WILFRID	SP/PRMP
		ABADJI S. Rodolphe	SG
		AHISSOU Ghislain Mitonsou	Membre CCMP
5	AGBANGNIZOUN	DOSSA Pascal	SG
		AWELE Charlotte	Membre SPRMP
		AMATA Damien	C/SPDL
		HOUNLELOU Franck	C/SADE C/ST
		KEKE Rogatien	Membre SPRMP
6	AKPRO-MISSERETE	SIANO D. Edouard	SP/PRMP
		NOUNAGNON Bertin	C/ST
		DAH HLOHOUNNON Brice	C/SPDL
		DOSSOU Progathen	SG
		YEKINI Ismaïl	DDP
7	ALLADA	AKPO Annock A.	C/SPMRDL
		DOSSOU Jean Claude	DAM
		SOGLONOU Damien	C/SRFM
		AKOTOSSODE R. Auronce	CDT/ST
		AÏTCHEDJI Marc	C/SAE
		NAGO Jean-Eudes	SGA
		AMOUSSOU Arsène	C/DME
		GUEDOU Fortuné R	C/ST
8	APLAHOUE	SOKEGBEDJI Ulrich	SPRMP
9	ATHIEME	SESSOU SERGE B.	C/ST
		DOWOHE Augustave	C/SAFE
10	AVRANKOU	KEKE S. Taofik	C/CCMP
		SAKPO F. Antoinette	C/SPPRMP
		SOUNNOUVI Denis	C/DET
		WANVOEKE F. Camel	C/SAF
		OUSSOU Lio Appolinaire	SG

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
11	BANIKOARA	OROU GANI Sabi Gangui	DST
12	BANTE	ONONDJA I. K. Davy	SG
		ODO K. Rolande	SPRMP
13	BASSILA	HOUNKANDJI	SP/PPMP
		ANIGNIKIN François	C/SAF
		DANGO Cherif dyne	CST
		AGBOGUIDI Issifou	C/SDLP
14	BEMBEREKE	OROU YOROU Souaibou	Représentant C/ST
		DEBOUROU Abibata	C/SAF- Mairie
		CHABI SEKO Ismail	C/DPSE- Mairie
		MOUSSA Issiakou	SPMP- Mairie
		GBAOURE Bio Maro	Membre CCMP C/DEA
		BOUBACAR Moumouni	Membre CCMP
		SAKA Abélé	SCT/M/CPMP
		KORA Adiza	C/SEC-Mairie
		MORA Augustin	SG- Mairie
		GOUNOU S. Karim	CD/RFU
15	BOHICON	MEHOU Joseph Josué	SG/ Mairie
		AWIGNAN Frédéric	SPRMP/Intérim
		KOSSOUHO Gloria	C/CCMP
16	BONOU	TIYO Emile	Secrétaire Général
		NOUHOHEFLIN Gérard	C/ST
		TOWANOU Alexandre	Membre S/PRMP
		OUSSOU Basile	SGA
		BAYI Marcellin	C/SAG
		KPANOU Parfait	C/CCMP
		DOSSA Ambroise	S/CCMP
17	BOUKOUMBE	N'PINA Oriane	C/SAFC Mairie
		KOUPIA KANTI N'Débi Jean	AST/ST
		AMADOU-BAH M. Fayçal	CST/Pi
		AGOUNGNON William	C/SPRMP/Mairie
		AGOGNON K. Victor	C/CCMP
		TOUMOUDAGOU François	C/SEA
18	COBLY	NEKOUA Théophile	Maire
		MAMOUDOU Massaoudou	C/ST
		NAMBIMA Séraphin	Président CPMP
19	COME	HESSOU Coffi Pascal	Maire
		DOSSOU Urbain	S/PRMP
		ZOGLA Didier	CSAF
20	COPARGO	OUOROU Ignace	MAIRE
		ASSAU Moutawakilou	SG/MAIRIE
		GAGA K. Pascal	C/SAF MAIRIE
		TOKOU Hamzat	SP-PRMP MAIRIE

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
21	COTONOU	CAPO-CHICHI Christiane S.	SG/ MCOT
		ZINSOU Edgard A.	Assistant SG
		ADJOVI C. Léonard	CCMP
		HOUNKPE S. Jacques	R/ PRMP-MCOT
		DADJO Nikolaï-Germain	SP/ PRMP/ MCOT
		TALON Amaria	Membre SP-PRMP
		BEHANZIN Syl-Martial	Membre CCMP
		AHOKPE Coffi Armand	M/SPPRMP
		HOUNSOUNOU Salomé	M/SPPRMP
22	COVE	De SOUZA C. Sylvie	SA/SP-PRMP
		HOUESSOU Liqui Ferdinand	MAIRE
		HOUINSINO Patrice	SG
		SAVI C. Herman	CST
		DJENONTIN Angeline	C/SAF
23	DANGBO	AHOULOUPPE D. Benoît	C/SP-PRMP
		AGOSSOU Julien	DAM
		GBASSI Sébastienne	C/SPPRMP et SGA
24	DASSA-ZOUME	DANSOU Marc	CST
		GBADI André	SG
		Prosper AHOUANGONOU	S-PRMP
25	DJIDJA	OBALE Salomon	C/ST
		AGBOSSINON S. Corneille	SG Pi/Mairie
		SEKLOKA Fortuné	CST
		ESSE S.G. Aline	C/CCMP
		LOKONON Ida	C/SAF
26	DJOUGOU	DOSSOUHOUAN T. Cassien	C/SDLP
		ALASSANE M. Kader	DAF
		ADJARO Malick	DST
		TCHENGA Isaac	C/SRH
		ZATO Sanoussi	C/SBO
27	DOGBO	SADJI Séraphine	DDEC
		SEHOUBO Lambert	SG
		AMETONOU Innocent	DRFM
		BALLO Dominique	DST
		ASSOGBA Yves	C/SEPP
		TOSSOU Véronique	C/SA
28	GLAZOUE	MEDEZANGBE Jocelin	C/SPSS
		Edwige AHOTON	S-PRMP
29	GOGOUNOU	MATCHOUDO T. Bani	D/ST
		SABI BARAGA O. B. Vivien	C/SET
		BOUKARY Ismaël	C/SAF
30	GRANP-POPO	HLONDJI Anani	Maire
		HOUNKPONOU Anani	PAM
		GNONKOKPON K. Prosper	DAM
		MESSAN Amah	SG
		YENOU B. Epiphane	SGA
		AYEBOUA Mathias	C/SPRMP
		HASSANE Boubé	Coll/ SPRMP
		KAKPOVI Isidore	Coll/ CST
		METANGNI Yolande	C/SRFM
		FIHOUNDE Aristide	C/ST

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
31	HOUEYOGBE	AMETEKPE Angelo	PAM
		GOUDJINOU Henri	C/ST
		YENOUI Joël	C/SAF
		ZOCLI C. Marius	SAF
		HADONOU Comlan	SP/SPRMP
		DASSANOU Hyacinthe	ASS/CST
32	KALALE	MAMADOU Moumouni	SG/Mairie
		GARBA-Say Ali	S/PRMP
		OROU BATTA Touhourou	C/ST
		CHABI Zakari	C/SAF
33	KANDI	BOURAIMA Zakary	SG/Mairie
		COURACO Bouyaminou	SP-PRMP
		LAFIA K. Chabi	D/ST
		WOROU T. Christian	Membre CCMP
34	KARIMAMA	NOMMA Abdoul-Wahab	C/ST
		GOUDA Nassiratou	C/SPRMP
35	KEROU	SEGNANKAD Nicolas	C/DETC
		GARBA Idrissou	SG
		BAKARA Médard	RSE
		KONKORO S. S Karim	C/SDLPCD
36	KLOUEKANME	TOGBEVI Gabriel	Maire
		NINI Serpos Melkior	SG
		AKPLA Narcisse	S/PRMP
		AGBANLIN Serge	C/SAF
		AZIGUI Jeannot	C/ST
		ALAVO Angelo	C/DUHTP
		AHOUANSSOU Chantal	C/SAG
		KADATO Athanase	C/SADEF
		DJODJO Bonaventure	REHA
		TCHEOUBI Armand	C/SDL CDIC
		DAHOUE T. H. Fernand	RR
37	KOUANDE	ALLAGBE Issa Nazir	CCMP
		DAVID Josué	SG
		ALLOU Yaya	SPRMP
38	KPOMASSE	MENSAH Kénam	Maire et PRMP
		MEVO A. Franck	SG
		KPANOU Angelo	C/ST
		GBESSINON Hervé Amour	C/DDPPEL Mbre CCMP
		TOSSOUGBO Benjamin	SP-PRMP
39	LALO	TONAHIN Anicet	C/ST
		TOSSOU Diane	C/SAF
		DIKPE S. Habib	SDLP
40	LOKOSSA	YACOBI Michel	C/SPRMP
		AMOOUSSOU Jacques	DSF
41	Malanville	DAMBARO Anessi	SG
		TINY Amadou	C/SAEF
		MARCOS Ali	C/SDCP
		GODJI A. Ibrahim	CST
42	MATERI	KASSA Mahammadou	C/SAFEM
		TAGALI K. Benoît	SPRMP
		OUANTA Philippe	C/ST
		SAMBIENI Dieudonné	C/SADI

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
43	NATITINGOU	BEHANZIN Aimé Lavenir	SG
		PON'GOUH Charles	C/SPRMP
		TCHOROPA SOUROU Faustin	C/ST
		ASSAN AOUDOU Salifou	C/SAF
		GNOTODERA Marguerite	DAM
44	NIKKI	KAMARIGUI Cobaba	Membre SPRMP
45	OUAKE	ISSIFOU Moustapha	C/SAF
		COUBEOU Comi	C/ST
		IDRISSOU Moukaïla	S/PRMP
		OBININ Mélanie	C/SAG
		CHABI Djouwératou	C/SAEM
		YOLOU Y. Inoussa	C/SDLP
		ISSOTINA Zakariyao	C/SADE
46	OUESSE	Florent GNIMAVO	Assistant /CST
47	OUIDAH	HINNOU Landry	SG
		Do REGO Taofic	C/SAF
		ADJAHOU Victor	C/ST
		MINHINTO Orietta	Membre SP-PRMP
		ADJOVI Juste Codjo	Collaborateur C/ST
		GUEDEGBE Marius	SP/PRMP
		GNIDA René	DAM
		YEHOUENOU Michel	C/CCMP
		ETEKPO Christian	SGA
		KPAKPO Serges	Caissier RP
48	OUIHI	ETCHISSE Aimé Pothin	CST
		TOLEGBE Victoire	SPRMP
49	PARAKOU	M'POCHA Felix	SG
		CHABI Nasser	DAF
		ALAVO Louange	C/SP-PRMP
		LAFIA Yarou Philippe	SP/PRMP
		SALIFOU Djalilou	C/SUACEBPP
		SALE DONKO Mémounatou	C/SAF
		SIDI MAMA CHABI Mikailou	DFE
		OSSENI AFIZ	Coord/DST/MPKO U
		OROU-FICO Marcel Bio	DMCT/PKOU
50	PEHUNCO	SOULE Tamimou	SG Mairie
		OROU GOURA idy	C/SP-PRMP
		TOZO Damado	Coll SP-PRMP
51	PERERE	BETE Simé Djihad	SG
		MOUSSA AROUNA A. Aziz	C/SAF
		SIDI ALI Issaou	C/ST
		MAMAH Dyko Ahmed	SP/PRMP
52	POBE	AKPASSONOU Césaire	C/SP-PRMP
		ADENIRAN Faïssol	Membre CCMP
		ODJO Achille	Membre CCMP
53	PORTO-NOVO	ADOGLA Perpétue	SGA
		AGOSSOU Estelle	SPRMP
		TOVIHO Séverin	CM/CPMP
		AGOSSOU Gilles	M/CCMP
		ADJAGBA Evariste	DST
		ADELABOU Saïdou	CCCMP
		IGUE Pierre	CM

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
54	SAKETE	ADECHI Pierre Ayélodé	Maire
		ABOGOURIN Richard	PAM
		INOUSSA Djasine	C/ST
		AKADIRI Farouk O.	C/SAFE
		ELEGBEDE Charlemagne	SG
		ADESSOKPE Adigoun	C/CCMP
55	SAVALOU	DEFFODJI Prudencia	S-PRMP
56	SAVE	AKPOVI Francis	C/ST
57	SEGBANA	BIAOU Abel	A-PRMP
		KY-SAMAH Nouré-Dine	SG Mairie
		DJOBO Biagui	SP-PRMP
		GUENE KOUSSI Alia	C/SICAD/Mairie
		GBANGOU Moukaïla	C/ST-Mairie
		OROU GANI Sakibou	C/SPDL
		NINGBINNIN Mamadou	C/SAEM
58	SINENDE	SOUAIBOU Sabi	ISM
		KARIMOU Ibrahim	CST MAIRIE
		SERO Ismaël	CSPDL MAIRIE
59	Sô-AVA	BIO Chérifatou	CSAF MAIRIE
		KOUHODE Léon	AS/SPRMP
		HAZOUME Sergio-Léoné	Maire
		ZINSOU A. Emmanuel	DAFEP
		AYATOGANDJI Pierre	C/CCMP
		AGOSSOU Joseph	DST
		OUSSOU-KICHO Jacques	SG
		AKLO A. Noel	C/SM
60	TANGUIETA	HOUEDANOU Jospin	SA
		MONNI HONDORS Philippe	Membre SPRMP
		KOUARO M. Florentin	Membre CPMP
61	TCHAOUROU	KOUARO Paterne	SP-PRMP
		BIAOU Lamidi	C/ST Membre SP/PRMP
62	TOFFO	ASSOUMA Yaya	C/DT Membre CCMP
		DEGBEHOUNDE Urbaine	Maire/ PRMP
		ADJANONHOUN Arnaud	SPRMP
		AGBAHUNGBA Florence R.	C/ SAFE Mairie
		GNIMADI Armand	SG Mairie
		GBEGAN Dieu-donné	C/ST
63	TOUCOUTOUNA	CODJIA Martial	SP-PRMP
		BOKO OSSINE Robert	SG/ Mairie
		GNINTIDEMA Modeste	CST/ Mairie
		YOMBO Etienne	C/DET/SPRMP/Mairie
		IDAKOU W. Arthur	C/SDLP-PI/Mairie
64	TOVIKLIN	N'DAH Kouabiou	C/SICAD/ Mairie
		ADJALLA Eustache	SG/Mairie
		KAKPO DODJI	DA/Mairie
		KOMABOU Benoit	C/SAF
		TOZO Sylvanus	C/SIE-BTP

N° D'ORDRE	COMMUNES	NOM ET PRENOMS	FONCTIONS
65	ZA-KPOTA	Eric Y. DAGBA	C/ST Mairie
		ADJAHATODE Oscar	C/SG Mairie
		AFFOKPOFI Antoine	PRMP/ Maire
66	ZAGNANADO	AKOVOWANOU Virgile	SP-PRMP
		ZOUNON Charlotte	A/SPRMP
		KPODOULAN Epiphane	C/CCMP
67	Zè	ADJAGBE D. Joseph	SPMP
		DANGBENON Joseph	Maire
		AZONVE K. Honoré	C/SAF
		AVOCE Jean-Pierre	C/ST
		KADJA Codjo	C/SICAD
68	ZOGBODOMEY	HOUNKPATIN Gilbert	SG
		ADJASSOHO M. Rosalie	SG
		AIZANON Carmen	C/SPRMP
		ATACHI G. Alexandre	Assistant SPRMP
69	AGUEGUES	HOUNMANON Habib	C/ST Mairie
		TOVIDE A. Pierre	Maire
		GNONLONFOUN Guillaume	ST
		DJOSSOU Y. Julien	SAFE
70	DJAKOTOMEY	DJIDONOU Ferdinand	C/SPD
		DANDJI Kocou	MAIRE
		ASSOGBA Benoit	DAM
		HOUEDE Ludovic	SG
		GBAGUIDA Martin	C/ST
71	TORI BOSSITO	SOVISSI Alain	DRFM
		OBA-OKE Emmanuel	C/ST
		VINOUE A. Sabin	SG
72	N'DALI	ZINMANKAN A. Brice	C/SAF
		YOROU G. Gaston	Maire
		DOUAROU O. Sidi	PAM
		SINAO Orou Gbéro	C/ST
73	SEME-KPODJI	GOUDI Aliou	S/PRMP
		AHOMADIKPOHOU Landry	SG Mairie
		DJIVOH Eléonore	Membre du SPRMP
		HOUESSOU Venance	Membre du SPRMP
74	BOPA	HOUNSOU Monia	Membre du SPRMP
		GANDO Célestin	C/ST
75	IFANGNI	KOUYE Kokou	C/SAF
76	KETOU	En raison de l'indisponibilité de nombreuses pièces, des rapports de Carence ont été émis	
77	ADJA OUERE	Malgré nos multiples relances, nous n'avons pas pu obtenir une séance de restitution	

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

N° d'ordre	Noms et prénoms	Fonctions
1	MAOIGNON Eric	Président ARMP
2	HODONOU Alfred	SP/ARMP
3	TAÏWO Chérifi	C/SSA/ARMP
4	ASSOGBA Théodore	Agent comptable/ARMP
5	FOLLY Blaise	C/SPSE/ARMP
6	PRODJINOTHO Ghislain	Cadre ARMP
7	AKODJENOU Ulrich	Stagiaire/ARMP

PROJET d'APPUI A LA GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET A LA GOUVERNANCE (PAGIPG)

N° d'ordre	Noms et prénoms	Fonctions
1	AKPAMOLI Alphonse	CN/ PAGIPG
2	SOUBEROU Saliou	SPM/ PAGIPG
3	HOUÉGBELOSI JAMES S.	SGF/ PAGIPG

LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE VALIDATION DES RAPPORTS



AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

FICHE DE PRESENCE

Date : 22 septembre 2020 Durée : de 9^h à 12^h
Lieu : Salle de Conférence de l'ARMP
Objet : Validation des rapports d'audit des marchés publics

N°	Noms et prénoms	Structure	Contact	Emargement
1	MAOUIGNON Eric	ARMP		
2	HODONOU Alfred	ARMP	77601125	
3	GUENDE Lucien	ARMP	96551020	
4	TAIW O cherifi	ARMP	97061040	
5	AKOCEFFO HOUN Gloria	ARMP	97250150	
6	AGOSSON Estelle	SPRMP/Plateau	97131846	
7	GBENOU Ruthe	SCG/PN	97385903	
8	MDURRU Tilon	PRMP/MPA	97227381	
9	SANGA P Yelibeca	PRMD/MPD	66 29078	
10	GNONLONFON Gaston	CSE/UT-FED	9789011	
11	ASSOGBA Théodore M.	ARMP	96742324	
12	MENSAH Serge	BEC Sarl	21351422	
13	ATINDEBAKON Fiat-lux	BEC Sarl	21351422	
14	AGOSSON Enock	RAF/UR/MP	97052300	
15	NOUDAKPON Grégoire	CCMP/Plateau	97879704	
16	ATECOSSI Jeanne	CE/MEF	97488900	
17	NDJAVI D. Romaric A.	C/IBH/Ministère de P.N.	96.86.01.83	
18	PROSTINOTO Ghislain	ARMP	61413636	
19	KOUAKANOU Christian	DNCHP/DEF	97729681	
20	HOUESSIONON Boris	SPRMP/Plateau	97770434	
21				

ANNEXE 2 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS ET DE CONFORMITE DES DELAIS

I. INFORMATIONS SUR LE MARCHE				
1	Gestion budgétaire			
2	N° d'appel d'offres			
3	Référence du marché			
4	Objet du marché			
5	Nature du marché (Type)			
6	Nombre de lots (Marchés allotés)			
7	Montant du marché HT/TTC			
8	Localisation géographique du marché			
9	Nombre de soumissionnaires invités			
10	Nombre de plis reçus			
11	Nom de l'attributaire du marché			
12	Mode de passation du marché			
13	Financement			
II. INFORMATIONS SUR LA PASSATION DU MARCHE				
N°	Intitulé	Référence	Délai	Observations
14	1. Programme Prévisionnel de passation des marchés et ANO de l'organe de contrôle	C59		
	2. Valeur du marché dans le PPPM	C60		
15	1. Date de l'Avis de la DNCMP sur le DAC	C61		
	2. Prise en compte des observations éventuelles de la DNCMP sur le DAC	C62		
	3. Date de validation définitive du DAC par la DNCMP	C63		
	4. Date de publication du DAC	C64		
	5. Modification éventuelle du DAC	C65		
16	1. Date et heure limite de dépôt des offres	C66		
	2. Nouveau délai en cas d'insuffisance de plis	C67		
	3. Date de retour des offres déposés en retard, le cas échéant	C68		
17	Date et heure d'ouverture des plis et opérations d'ouverture	C69		
18	1. Date d'évaluation et d'analyse des offres	C70		
	2. Date d'attribution provisoire ou définitive selon le seuil	C71		
	3. Date de transmission de l'attribution provisoire pour ANO de l'organe compétent	C72		
	4. ANO de la DMP sur l'attribution provisoire	C73		

II. INFORMATIONS SUR LA PASSATION DU MARCHÉ				
N°	Intitulé	Référence	Délai	Observations
18 (suite)	6. Date de publication de l'attribution définitive			
19	1. Date de signature du marché par l'attributaire			
	2. Date de signature du marché par l'AC			
	3. Date de transmission du dossier d'approbation au DAF du ministère de tutelle pour numérotation et date de transmission à la DNCMP			
	4. Date de contrôle de la DNCMP sur le dossier d'approbation			
	5. Date d'intégration des observations éventuelles			
	6. Date d'approbation du marché			
	7. Date de notification de l'approbation			
	8. Date d'information des soumissionnaires non retenus			
III. INFORMATIONS SUR L'EXECUTION DU MARCHÉ				
N°	Intitulé	Référence	Délai	Observations
1	Date de l'avenant			
2	Date de paiement d'avance 30%) de démarrage			
3	Date de paiement des acomptes et du solde			
4	Date de réception provisoire			
5	Date de réception définitive			

**ANNEXE 3 : FICHE DE CONFORMITÉ DES PROCÉDURES DE PASSATION DES
MARCHES PUBLICS**

N° d'ordre	Points de vérification	Preuves	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
1	C1: Programme prévisionnel de passation des marchés	Elaboration du PPPM et sa validation par la CCMP	C7		
		Preuve de publication du PPPM par la DNCMP	C8		
		Inscription des marchés sélectionnés au PPPM à peine de nullité	C9		
		Publication de l'avis général de passation des marchés en début d'année	C10		
		Elaboration de rapports de passation & d'exécution puis transmission à la DNCMP et à l'ARMP	C11		
2	C2: Dossier d'Appel à Concurrence	Existence du Dossier d'Appel à Concurrence conforme au modèle type de l'ARMP	C12		
		Validation du Dossier d'Appel à Concurrence par la CCMP ou la DNCMP/Bon A lancer (si seuil de compétence)	C13		
		Mention du délai de validité des offres	C14		
		Critères de qualification des candidats	C15		
		Lieu, date et heure de dépôt	C16		
		Mention du montant des cautionnements ou de la garantie	C17		
		Nombre minimum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement	C18		
		Délai d'information des candidats (minimum 10 jours)	C19		

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

N° d'ordre	Points de vérification	Preuves	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
3	C3-1 Réception des offres	Preuve de publication de l'avis d'appel d'offres	C 20		
		Appréciation du délai accordé pour le dépôt des offres (30 jours en règle générale)	C 21		
		Date, heure et lieux certains de dépôt des offres	C 22		
		Récepissé de dépôt ou avis de réception des offres reçues	C 23		
		Existence de registre spécial délivré par l'ARMP pour recevoir les offres	C 24		
4	C3-2 Ouverture des offres	Ouverture suite à la réception d'un minimum de trois (03) plis s'agissant d'un AOR	C 25		
		Ouverture publique des offres sous réserve des conditions spécifiques applicables aux marchés de prestations intellectuelles	C 26		
		Vérification de la conformité des date et heure d'ouverture des plis par rapport aux informations contenues dans les DAO (les reports doivent être initialement notifiés aux soumissionnaires)	C 27		
		Quorum de la sous commission d'analyse (4/5) et présence d'un observateur indépendant	C 28		
		Délai de transmission des rapports d'analyse et de synthèse à la CPMP (15 jours ouvrables à compter de la date de réception d'un dossier)	C 29		
		Respect des 15 jours minimum de publication si report de date de dépôt dû à une insuffisance de plis	C 30		
		Appréciation des cas d'infructuosité (absence d'offres ou offres non conformes au DAO): autorisation préalable de la DNCMP si recours à la consultation de trois fournisseurs/ entrepreneurs	C 31		

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

N° d'ordre	Points de vérification	Preuves	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
5	C3-3 Analyse, attribution & évaluation des offres	Evaluation de l'offre conforme, la moins disante sous réserve des cas des marchés prestations intellectuelles	C32		
		Conformité des critères d'évaluation par rapport à ceux spécifiés dans le DAO	C33		
		Vérification si au minimum une offre répond techniquement aux critères du DAC (infructuosité)	C34		
		Vérification de la signature des rapports par tous les membres de la sous commission d'analyse	C35		
		Appréciation du délai de transmission des rapports d'analyse et PV d'évaluation du rapporteur à la Commission d'analyse et d'évaluation des offres (15 jours maximum)	C36		
		Examen des offres anormalement basses et anormalement élevées	C37		
		Vérification de l'élaboration du PV d'attribution, sa validation par la DNCMP ou CCMP compétente et sa publication	C38		
		Preuve d'information aux soumissionnaires non retenus	C39		
		Vérification du quorum nécessaire à l'évaluation des offres (4/5) et présence de l'observateur indépendant	C40		
		Délai de validité des offres (90 jours)	C41		

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

N° d'ordre	Points de vérification	Preuves	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
6	C4 Contrat	Vérification de la conformité de la valeur du marché par référence aux quantités et prix unitaires indiqués dans l'offre du titulaire et aux modèles indiqués par le dossier d'appel à concurrence	C42		
		Preuve de signature du marché par la PRMP et l'Attributaire	C43		
		Preuve d'approbation du marché par l'autorité habilitée	C44		
		Régularité des personnes habilitées à approuver et à signer le marché	C45		
		Preuve de numérotation du marché	C46		
		Preuve de notification et de publication de l'attribution définitive	C47		

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

ANNEXE 4 : FICHE DE CONTRÔLE DES RECOURS AUX PROCÉDURES DÉROGATOIRES

N° d'ordre	Points de vérification	Preuves	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
1	Gré à Gré	Examen du dossier de demande de recours à la procédure	C48		
		Vérification de l'avis de la DNCMP	C49		
		Vérification de l'autorisation préalable de la DNCMP	C50		
		Appréciation des circonstances du recours à cette procédure	Détention d'un brevet d'invention, d'une licence ou d'un droit exclusif	C51	
			Investissements préalables importants	C52	
			Raisons techniques ou artistiques	C53	
			Extrême urgence	C54	
2	Appel d'offres restreint	Urgence impérieuse	C55		
		Examen du dossier de demande de recours à la procédure	C56		
		Autorisation préalable de la DNCMP	C57		
		Délai de réception des offres (ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date d'expédition simultanée ou à compter de la date limite de retrait)	C58		

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

ANNEXE 5 : FICHE D'APPRECIATION DE LA PERTINENCE DES PLAINTES

N° d'ordre	Points de vérification	Diligences	Référence	OK/KO	Anomalies identifiées et commentaires
1	Appréciation des décisions rendues par l'AC	la plainte est-elle formulée dans le délai prescrit ?	C74		
		Les décisions rendues ont-elles été signées par la PRMP ?	C75		
		Appréciation par l'auditeur de la pertinence de la décision rendue par l'AC	les décisions ont-elles été rendues dans le délai ?	C76	
			les décisions sont-elles conformes à la réglementation en vigueur ?	C77	
			Preuve d'information au plaignant des décisions rendues	C78	
2	Appréciation des décisions rendues par le CRD	la plainte est-elle formulée dans le délai prescrit ?	C79		
		Les décisions ont-elles été rendues dans le délai prescrit ?	C80		
		Les décisions rendues ont-elles été signées par les personnes habilitées (membre du CRD) ?	C81		
		Appréciation par l'auditeur de la pertinence de la décision rendue par le CRD	Appréciation du fondement réglementaire des décisions	C82	
			Preuve d'information et de publication des décisions rendues à l'AC et au plaignant	C83	
			Preuve d'exécution des décisions rendues	C84	

OK : Satisfaisant

KO : Non satisfaisant

**ANNEXE 6 : Indicateurs/ Performance liée à la mise en place des organes de passation et
de contrôle des marchés publics**

**RAPPORT DE LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ANNEE
2014 (MISSION 3) _TOGO**

N° d'ordre	Organes	Points de contrôle	OK/KO	Note 1 pour OK 0 pour KO	Commentaires	Description de l'indicateur de performance
EVALUATION DE LA MISE EN PLACE DES ORGANES AU SEIN DE L'AC						
1	PRMP	Acte de désignation de la PRMP	OK		RAS	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
2		Déclaration sur l'honneur de la PRMP	KO		Indisponibilité du document	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
3		Existence d'un rapport d'exécution des marchés	KO		Indisponibilité du document	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
4		Transmission du rapport d'exécution à la DNCMP, à l'ARMP et à la Cour des comptes	N/A		Document inexistant	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
5		Renouvellement/remplacement acté de la PRMP conformément aux dispositions réglementaires	KO		Indisponibilité du document	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
6	CPMP	Acte de désignation des cinq (05) membres de la CPMP	OK		RAS	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
7		Renouvellement/remplacement acté de la composition de la CPMP conformément aux dispositions réglementaires	KO		Indisponibilité du document	OK= Expiration de la durée normale ou décès ou démission ou révocation pour faute grave KO= Autres raisons
8	CCMP	Acte de désignation des cinq (05) membres de la CCMP	OK		RAS	OK= Disponibilité / KO= Indisponibilité
9		Renouvellement/remplacement acté de la composition de la CCMP conformément aux dispositions réglementaires	Ko	0,00	Indisponibilité du document	OK= Expiration de la durée normale ou décès ou démission ou révocation pour faute grave KO= Autres raisons
		NIVEAU DE PERFORMANCE _ MISE EN PLACE DES ORGANES		0,00		

Ok : Note (1)

KO : Note (0)

ANNEXE 7 : Indicateurs/ Performance liée à la revue de conformité des procédures de passation

**RAPPORT DE LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ANNEE
2014 (MISSION 3) _TOGO**

N° d'ordre	Points de contrôle	Volume de marchés		Volume de non-conformités constatées (b)	% de non-conformités (c) =(b/a)*100	Commentaires	Description de l'indicateur de performance
		Demandés	Audités (a)				
REVUE DE LA CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION							
1	Elaboration de plan prévisionnel de passation des marchés publics					RAS	Pourcentage de marchés non inscrits sur le PPPM
2	Recours à une procédure dérogatoire (AOR; entente directe)					défaut ANO DNCMP	Pourcentage de procédures n'ayant pas obtenu l'autorisation de la DNCMP
3	Dossier d'Appel d'Offres (DAO)					RAS	Pourcentage de DAO n'ayant pas obtenu l'ANO de la DNCMP
4	Avis de publicité					RAS	Pourcentage de procédures d'appel d'offres non publiées
5	Comparaison d'au moins 3 offres pour les DC					RAS	Pourcentage de marchés n'ayant pas fait l'objet de mise en concurrence (comparaison d'au moins 3 offres)
6	Réception des offres dans les délais du DAO					RAS	Pourcentage de procédures n'ayant pas respecté le délai minimum de publication requis
7	Ouverture des offres dans les délais du DAO					RAS	Pourcentage de séances d'ouverture tenues hors de la date prévue dans le DAO et sans avis de report
8	Evaluation des offres					RAS	Pourcentage de travaux d'évaluation et de proposition d'attribution provisoire ayant duré plus des 30 jours calendaires et/ou pourcentage des offres évaluées la moins disante (pour les DC)
9	Attribution du marché (ANO CCMP & DNCMP)					RAS	Pourcentage de propositions d'attribution provisoire n'ayant pas obtenu cumulativement les ANO de la CCMP et de la DNCMP
10	Attribution du marché (ANO CCMP) pour les DC					RAS	Pourcentage de propositions d'attribution provisoire n'ayant pas obtenu l'avis de conformité de la CCMP (pour les DC)
11	Publication de l'attribution provisoire					les attributions provisoires ne sont pas publiées	Pourcentage de PV d'attribution provisoire n'ayant pas fait l'objet de publication
12	Signature du contrat					RAS	Pourcentage de contrats signés par des personnes non habilitées
13	Approbation du contrat					Approbation des LC par la CCMP	Pourcentage de contrats non approuvés ou approuvés par des personnes non habilitées ou hors du délai de validité
14	Recours sur l'attribution du marché					RAS	Pourcentage de plaintes traitées hors délai par l'Autorité contractante
	TAUX DE NON CONFORMITE _REVUE DE CONFORMITE (A)				#DIV/o!		

Ok : Note (1)

KO : Note (0)

ANNEXE 8 : Indicateurs/ Performance liée à la revue de conformité de l'exécution financière

**RAPPORT DE LA REVUE DE CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ANNEE
2014 (MISSION 3) _TOGO**

N° d'ordre	Points de contrôle	Volume de marchés		Volume de non- conformités constatées (b)	% de non- conformités (c) =(b/a)*100	Commentaires	Description de l'indicateur de performance
		Demandés	Audités (a)				
REVUE DE L'EXECUTION FINANCIERE							
1	Garantie de soumission					RAS	Pourcentage de marchés de prestations intellectuelles pour lesquels il est exigé une garantie de soumission
2	Garantie de bonne exécution					RAS	Pourcentage de marchés pour lesquels il est exigé une garantie de soumission supérieure à 5% de la valeur de base du marché (avenants éventuels non compris)
3	Ordre de service					RAS	Pourcentage d'ordres de service émis suite à des modifications de prix dépassant 10% de la valeur du marché
4	Avenant: autorisation					RAS	Pourcentage d'avenants signés sans autorisation de la DNCMP
5	Avenant: Proportion du marché initial					RAS	Pourcentage d'avenants à la suite des modifications de prix dépassant 20% de la valeur du marché
6	Avance de démarrage: garantie					RAS	Pourcentage d'avances de démarrage accordées sans garantie de remboursement d'avance
7	Avance de démarrage: Proportion du marché initial					RAS	Pourcentage d'avances de démarrage ayant dépassé 20% pour les travaux et PI, et 30% pour les fournitures et autres services
8	Dossier d'exécution					RAS	Pourcentage de marchés n'ayant pas respecté le délai d'exécution
	MOYENNE				0,00%		

Ok : Note (1)

KO : Note (0)